



Arrêté des Comptes 2011

Société Anonyme au capital de 31 925 810 euros
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau - 92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre - SIRET N° 562 088 542 00369



ARRETE DES COMPTES 2011

Sommaire

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	Page 5
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2011	
• Bilan.....	Page 14
• Compte de Résultat.....	Page 15
• Résultat global	Page 16
• Tableau de variation des Capitaux Propres	Page 16
• Tableaux de flux de Trésorerie consolidés.....	Page 17
• Annexe des Comptes Consolidés (Notes 1 à 28).....	Page 20
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	Page 48
COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2011	
• Bilan.....	Page 52
• Compte de Résultat.....	Page 54
• Tableaux de flux de Trésorerie.....	Page 55
• Annexe des Comptes Sociaux (Notes 1 à 19).....	Page 58
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels.....	Page 70
• Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées.....	Page 72

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte pour vous rendre compte de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Sociaux ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2011.

Activités et Résultats du Groupe

Le Chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 220,8 M€ contre 189,6 M€ en 2010, soit une progression de 16,4 %.

Le Chiffre d'affaires du **Secteur Extrusion**, à 110,1 M€ à fin décembre 2011 est en progression de 12,0 %. Durant les premiers mois de l'année, les Sites Français ont bénéficié des mesures de soutien à l'industrie automobile. Le mix-produit a également été favorable sur l'ensemble de l'année avec parfois, dans le cadre d'exportations indirectes, la fourniture à nos grands Donneurs d'ordres, de composants destinés, in fine, à des Marchés en croissance hors Europe.

L'activité du **Secteur Pompes** avec un chiffre d'affaires de 94,8 M€ est en progression de 23,5 %, activité toujours soutenue dans l'Oil & Gas par le haut niveau du prix du baril et par les développements liés aux efforts récents d'innovation. Le développement à l'International a été amplifié et l'innovation, poursuivie.

Le Chiffre d'affaires du **Secteur Mécanique**, à 15,9 M€ est en progression de 9,6 % par rapport à fin 2010. Le déclin des marchés historiques a pu être plus que compensé sur cette période par la bonne activité sur les pompes doseuses liées à l'automobile dans le domaine de la dépollution.

Le **Résultat opérationnel courant consolidé du Groupe** s'établit à 20,8 M€ contre 16,2 M€ en 2010. Il intègre en 2011, 2,3 M€ de provisions pour Risques Pays. La Contribution du Secteur Extrusion est de 6,6 M€ (2,9 M€ en 2010), celle du Secteur Pompes de 11,6 M€ (12,4 M€ en 2010) et celle du Secteur Mécanique est de 1,3 M€ (0,2 M€ en 2010).

Le **Résultat opérationnel consolidé** est bénéficiaire de 20,3 M€ contre 13,3 M€ en 2010 après prise en compte de charges nettes opérationnelles pour un montant net de 0,5 M€.

Le **Résultat financier consolidé** est négatif de 0,9 M€ contre un négatif de 0,6 M€ en 2010.

Après une charge d'impôt sur les bénéfices de 6,5 M€ et une contribution aux résultats des Sociétés mises en équivalence de 0,9 M€, le **Résultat net consolidé de l'exercice 2011** s'établit positif de 13,7 M€ contre 8,9 M€ en 2010.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés.

Investissements du Groupe

Les investissements incorporels se sont élevés à 2,0 M€ et les corporels à 8,6 M€ soit au global 10,6 M€ contre 7,4 M€ en 2010. Par Secteur, ces investissements se sont élevés :

- à 7,2 M€ contre 4,6 M€ en 2010 dans le Secteur Extrusion,
- à 3,0 M€ contre 2,5 M€ en 2010 dans le Secteur Pompes,
- à 0,3 M€ contre 0,1 M€ en 2010 dans le Secteur Mécanique.

Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2011, hors personnels temporaires, s'établissent à 1 255 personnes (dont 399 hors de France), contre 1 203 personnes (dont 383 hors de France) au 31 décembre 2010.

Structure bilantielle consolidée

Le total du bilan s'établit à 224,6 M€ contre 208,6 M€ à fin 2010, soit une hausse de 16,0 M€.

L'Actif non courant baisse de 2,3 M€ et l'actif courant augmente de 18,3 M€.

Les Capitaux Propres augmentent de 11,7 M€, après prise en compte du résultat au 31 décembre 2011 pour 13,7 M€, de la réévaluation du Site tertiaire de Vanves pour 0,7 M€, des écarts de conversion pour 0,7 M€, ainsi que de la minoration liée aux Actions propres pour 1,8 M€ et du versement des dividendes pour 1,6 M€.

Les Provisions pour risques et charges augmentent sur l'exercice de 1,1 M€.

Les Dettes (hors provisions pour risques et charges) augmentent de 3,2 M€ du fait de la hausse des dettes d'exploitation pour 1,3 M€, des dettes financières pour 1,3 M€, des passifs d'impôts différés pour 0,9 M€ et compte tenu de la baisse des dettes sur immobilisations pour 0,3 M€.

Structure financière consolidée

La Structure financière nette consolidée (actifs financiers courants, trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts établissements de crédit et des dettes financières diverses), est toujours positive et s'établit à 5,4 M€, en repli de 11,9 M€ sur 2010 du fait de la baisse de la trésorerie nette pour 20,5 M€, partiellement compensée par la hausse des actifs financiers courants pour 3,6 M€ et par la baisse de l'endettement financier pour 5,0 M€.

Au total, l'Actif courant s'élève à 122,6 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les Tiers à moins d'un an, d'un montant de 58,0 M€.

En synthèse, le ratio "Endettement/Capitaux Propres" s'établit à 14,6 % contre 14,9 % à fin 2010.

Le ratio "Endettement/Chiffre d'affaires" s'élève à 9,3 % contre 10,2 % à fin 2010.

Le coût financier total de l'endettement s'élève à fin 2011 à 627 K€ (0,3 % du Chiffre d'affaires) contre 659 K€ en 2010 (0,3%).

Activités de la Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, constitué de loyers et de prestations, s'est élevé à 3 494 K€, stable sur 2010 (+ 2,3 %). Les premiers loyers perçus de notre Filiale PCM au titre de Levallois-Perret ont compensé les loyers antérieurement recouverts sur des Sociétés Externes. Les prestations facturées sont en progression de 9,7 %.

Le Résultat d'exploitation de l'exercice s'élève à 1 133 K€ contre 1 105 K€ en 2010. Du fait d'un impact fiscal non récurrent, de charges d'entretien de nos Sites industriels en progression et d'une baisse des charges de Personnel de 10,9 %, le montant des charges d'exploitation reste de même niveau qu'en 2010.

Le Résultat financier s'élève à 1 932 K€ contre 1 505 K€ intégrant la contribution de nos filiales en termes de dividendes qui s'élève à 1 782 K€ contre 1 417 K€ en 2010.

Le Résultat courant avant impôt s'établit à 3 065 K€ contre 2 610 K€ en 2010.

Le Résultat exceptionnel est positif de 212 K€ contre 664 K€ négatif en 2010. Il intègre une charge nette d'amortissements dérogatoires pour 277 K€, des reprises de provisions pour risques divers pour 81 K€ et une reprise de provision intragroupe pour charges d'impôts futurs sur déficits reportables de nos filiales françaises pour 350 K€. Divers produits nets sont par ailleurs constatés pour 58 K€.

Après une charge d'impôt Sociétés de 428 K€ et constatation de 398 K€ de charges d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, le Bénéfice net social de Gévelot SA s'établit à 2 451 K€ contre 1 798 K€ en 2010.

Le montant des investissements s'élève à 131 K€, principalement réalisés sur les Sites industriels de l'Extrusion dont Gévelot est propriétaire.

Activités des Filiales de la Société-Mère

Les principales informations concernant les filiales de Gévelot SA présentées ci-après sont extraites des Comptes Sociaux établis selon les règles locales.

Données financières (en millions d'euros)

Filiales	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat net
Gévelot Extrusion	68,9	0,2	0,9
Dold Kaltfließpress.	41,6	4,5	2,8
PCM SA	85,1	13,3	6,5
Gurtner	15,9	0,8	0,6

Filiales	Capacité d'Auto-financement	Investissements industriels	Investissements financiers
Gévelot Extrusion	3,6	4,3	-
Dold Kaltfließpress.	4,3	2,8	-
PCM SA	9,5	2,4	0,4
Gurtner	1,2	0,1	-

Effectifs au 31 décembre 2011

Filiales	Total (*)
Gévelot Extrusion	462
Dold Kaltfließpressteile	267
PCM SA	315
Gurtner	90

(*) Personnel temporaire exclu

Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de recherche et de développement se sont élevées en 2011 à 3,3 M€ dont des dépenses de développement de 1,7 M€ portées à l'actif consolidé dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Secteur Extrusion

Sur l'exercice 2011, 1,7 M€ ont été activés au titre des frais de recherche et développement sur un total de 2,8 M€ de dépenses.

Ce programme a porté principalement sur le développement de nouvelles familles de pièces pour de nouveaux marchés.

Secteur Pompes

Pour l'exercice 2011 il n'y a pas eu d'activation au titre des frais de recherche et développement qui se sont élevés à 0,1 M€.

De nouvelles équipes dédiées à l'Innovation, déployées durant l'année, ont repris progressivement les projets de recherche et développement de produits en cours.

Secteur Mécanique

Pour l'exercice 2011 il n'y a pas eu d'activation au titre des frais de recherche et développement qui se sont élevés à 0,4 M€.

Les efforts de ce Secteur en la matière ont principalement porté, dans le domaine des équipements gaz domestique, sur la recherche de nouvelles applications de pompes de dosage ainsi que sur l'optimisation du nouveau vapo-détendeur.

Perspectives du Groupe pour 2012

L'exercice 2012 se présente comme une année d'incertitude politique et économique, tant en Europe qu'à l'International, nous conduisant à privilégier le maintien d'une liquidité suffisante et à identifier toute mesure d'ajustement de nos structures de coûts.

Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., sera constitué principalement de loyers provenant de Gévelot Extrusion sur la mise à disposition de Sites industriels de province et de prestations. Une partie de nos surfaces de bureaux de Levallois-Perret est désormais mise à disposition des services Commerciaux et Marketing de notre Filiale PCM.

L'ancien Siège social de Vanves, propriété de Gévelot a été cédé début février 2012 (2,6 M€ après impôts).

Des Dividendes devraient être perçus de nos Filiales sur une base identique à celle de l'année précédente.

Le Résultat net restera bénéficiaire et sera amplifié par la plus-value nette de la cession du Site de Vanves.

Secteur Extrusion

Dans le difficile contexte du Marché Automobile Européen prévu pour 2012, le Chiffre d'affaires consolidé de ce Secteur devrait être en diminution.

La dégradation annoncée de la conjoncture automobile européenne incite à la prudence pour le volume d'affaires 2012. En cas de repli significatif, de nouvelles mesures d'ajustement devront être envisagées.

Sur la base des prévisions commerciales actuelles, la contribution aux résultats du Groupe de ce Secteur devrait être en retrait par rapport à 2011.

Secteur Pompes

Le Chiffre d'affaires de ce Secteur, après une année 2011 favorable, devrait néanmoins rester stable.

L'innovation et le développement international seront poursuivis.

Au global, la contribution opérationnelle devrait pouvoir être maintenue.

Secteur Mécanique

Un fléchissement du Chiffre d'affaires est attendu pour 2012 après les bons chiffres réalisés en 2011.

La conjoncture automobile déprimée risque d'affecter la principale activité liée à la dépollution automobile. L'évolution de cette activité à moyen terme sera déterminante pour la rentabilité de ce Secteur, les Marchés historiques étant sur le déclin.

Le Résultat net consolidé devrait cependant rester positif en 2012.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Le Conseil d'Administration, composé de sept Membres, s'est réuni trois fois en 2011.

Le Comité d'Audit, composé de trois Membres, s'est réuni deux fois en 2011 et a régulièrement rendu compte de ses travaux au Conseil d'Administration.

Dans le cadre du transfert de la cotation du titre Gévelot sur Alternext, ce Comité ne sera pas maintenu en 2012.

Délégation en cours de validité

A ce jour, aucune délégation de l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration n'est en cours de validité.

Administrateurs et Mandataires Sociaux

Il sera proposé à cette même Assemblée, le renouvellement des Mandats d'Administrateur de Madame Claudine BIENAIMÉ, de Messieurs Paolo MARTIGNONI, Charles BIENAIMÉ ainsi que la nomination de Monsieur Pascal HUBERTY.

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des fonctions exercées par chacun des Mandataires Sociaux de la Société Gévelot au cours de l'exercice écoulé.

Monsieur Paolo MARTIGNONI, Président-Directeur Général, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot
Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Sopofam

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de PCM
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe : néant

Madame Claudine BIENAIMÉ, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner
Président du Comité d'audit de Gévelot

Fonctions hors Groupe :

Membre du Conseil de Surveillance de Publicis Groupe SA
Membre du Comité d'Audit de Publicis Groupe SA
Membre du Comité de Rémunération de Publicis Groupe SA
Représentant permanent de Publicis Conseil SA dans Re:Sources 133 SAS

et par ailleurs :

Président-Directeur Général de la Société Immobilière du Boisdormant SA (France)

Directeur Général Délégué de :

- Rosclodan SA (France)
- Sopofam SA (France)

Gérant de la SCI Presbourg Etoile (France)

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de Sopofam
Administrateur de Rosclodan
Administrateur de la S.A. Société Immobilière du Boisdormant

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion

Fonctions Hors Groupe :

Président du Conseil d'Administration de Rosclodan
Membre du Directoire de Meeschaert Family Office
Directeur Général de Meeschaert Family Office (France)
Administrateur de Meeschaert Family Office (Belgique)
Administrateur de Meeschaert Family Office (Suisse)
Membre du Directoire de la Financière Meeschaert

Monsieur Roberto BARABINO, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :

Consigliere di amministrazione e membro del comitato per il controllo sulla gestione de Hofima spa

Consigliere di amministrazione e membro del comitato per il controllo sulla gestione de Omba Impianti & Engineering spa

Consigliere di amministrazione e membro del comitato per il controllo sulla gestione de ASG Superconductors spa

Consigliere di amministrazione e membro del comitato per il controllo sulla gestione de Sima & Tectubi spa

Consigliere di amministrazione de Paramed srl

Consigliere di amministrazione de Betazero srl

Consigliere di amministrazione de Malacalza Investimenti srl

Presidente del consiglio di amministrazione de Egida srl

Monsieur Mario MARTIGNONI, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion

Directeur Général Délégué et Administrateur de PCM

Administrateur de Gurtner

Amministratore et Presidente del consiglio di amministrazione de PCM GROUP Italia Srl

Fonctions hors Groupe :

Directeur Général Délégué et Administrateur de Sopofam

Monsieur Jacques FAY, Administrateur,
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Président - Directeur Général et Administrateur de PCM

Administrateur de PCM Trading Shanghai Co Ltd (Chine)

Administrateur d'Ensival Moret Asia (Singapour)

Administrateur de Gévelot Extrusion

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de la FIM (Fédération des Industries Mécaniques)

Représentant de la FIM à l'Assemblée Permanente du MEDEF

Administrateur et Président de Profluid

Président du Groupement FIM Alimentaire

Conseiller de la Banque de France (Hauts de Seine)

Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Gévelot S.A., publiera en annexe de son Rapport de Gestion un document consolidé relatif au Développement Durable, reprenant des informations en matière Sociales et Environnementales, conformément aux dispositions prévues par les Articles R. 225-104 et R. 225-105 du Code de Commerce.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marchés

Le Groupe est positionné sur plusieurs Marchés distincts, ce qui limite son exposition aux variations d'un seul secteur.

Le Marché du Secteur Extrusion

Sur le marché de l'automobile du Secteur Extrusion, les risques "marchés" sont de diverses natures :

- un marché qui se délocalise depuis plusieurs années vers les pays dits "Low Cost" avec deux conséquences : une perte de volumes lorsque des voitures ou sous-ensembles sont effectivement fabriqués à l'étranger et une forte pression sur les prix de vente (et donc les marges) pour rester compétitif et éviter ces délocalisations et pertes de marché. Cette situation se retrouve aussi bien en France (Gévelot Extrusion) qu'en Allemagne (Dold),

- une baisse inéluctable des ventes de véhicules neufs, effet de la conjoncture sur un marché structurellement sur-capacitaire en Europe. Cependant, nos fournitures sont parfois réexportées par nos clients vers leurs usines de montage dans des pays émergents (en Chine notamment),

- une stratégie d'approvisionnement de nos Donneurs d'ordres susceptible d'être affectée par leur stratégie globale d'alliances ou de participations croisées.

Le Marché du Secteur Pompes.

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible à la hausse du prix du baril, permettant la mise en équipement de pompes plus onéreuses. Cependant, le contexte géopolitique international risque d'atténuer ou de différer les développements commerciaux attendus.

De par sa détention à hauteur de 45 % dans sa participation KUDU dont l'activité est uniquement pétrolière (installation de puits), PCM est d'autant plus sensible aux fluctuations de ce marché. En effet, Kudu assure environ 18 % des ventes de PCM dans le Secteur Pétrolier. Les performances des autres pompes (Secteur Alimentaire et Secteur Industriel) sont généralement liées à l'activité économique, en France comme à l'étranger.

Le Marché du Secteur Mécanique

Ce Secteur subit, comme depuis déjà quelques années, le retrait de son marché des carburateurs "Première Monte" du fait de la délocalisation des productions de "Deux Roues" vers la Chine. Son activité "Rechange" se trouve aussi confrontée à une concurrence sur les prix de la part de pays "Low Cost" et est impactée par les contextes politiques locaux.

La pompe à additif, nouveau marché de Gurtner dans le Secteur automobile, connaît par contre une forte progression de volume, dans un contexte de prix faiblement rémunérateur. Cette progression est néanmoins à relativiser par rapport à la pertinence ou non de cette technologie de dépollution à moyen terme.

Les développements récents sur d'autres marchés liés à l'automobile (vapodétendeurs) n'ont pas à ce jour porté leurs fruits en terme commercial.

2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une partie de son activité, principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier, du fait, notamment, de sa présence dans des zones à risques géopolitiques importants.

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Ils sont principalement rattachés à des risques de variations de taux de change, de taux d'intérêt mais aussi à de brusques variations des prix des matières premières.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de la plupart de ses sites de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères, principalement en Dollars US.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologies des Fluides est basée sur un principe de facturation des entités de production du Groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe, principalement dans le secteur des Pompes, pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières, notamment l'acier dans le Secteur Extrusion. Afin de faire face à de futures variations qui pourraient impacter de manière significative la marge opérationnelle, le Groupe développe la multiplicité des sources d'approvisionnement et a recours quand cela lui est possible à des contrats contenant des clauses de variations de prix encadrées avec ses fournisseurs ou ses clients.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses Clients.

Pour le Secteur Extrusion, l'activité est concentrée sur un nombre restreint de Clients qui présentaient traditionnellement d'excellentes garanties financières. Par

ailleurs, ce Secteur est relativement protégé par ses produits, difficilement interchangeables, souvent objets de procédures d'homologation longues et complexes, qui le positionnent en Fournisseur incontournable sur de courtes périodes.

Depuis 2008, le Secteur Extrusion s'est désengagé de marchés à l'international (USA notamment) et s'est recentré sur les marchés nationaux européens (France et Allemagne) qui présentent une plus faible exposition aux risques d'impayés.

Lorsque cela est possible, ce Secteur recourt à l'Assurance-Crédit.

L'activité du Secteur Pompes présente relativement plus de risques. Les Clients Européens de PCM ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de procédures de recouvrement par des sociétés spécialisées.

Par contre, les grands Clients Export positionnés dans des zones à risques géopolitique majeurs doivent faire l'objet d'un suivi spécifique.

Enfin, l'un des clients principaux de PCM sur le secteur Pétrolier est Kudu Inc., Société canadienne dans laquelle PCM détient 45% du Capital.

2. Risques financiers liés aux opérations de financement

Le Groupe fait appel au Secteur bancaire pour les opérations de financement de ses activités industrielles et commerciales qui le nécessitent.

La Société Gévelot Extrusion a réduit son endettement de moitié à fin 2011 par rapport à 2007. Pour les investissements industriels à venir, le financement par Crédit-Bail sera privilégié. La Société Dold pour ses développements internes et externes, pourra s'adosser, de plus, à une liquidité positive.

Les autres Sociétés du Groupe présentent un niveau d'endettement à ce jour, très faible voire nul, PCM ayant par ailleurs obtenu, fin 2009, des concours financiers lui permettant de financer, à l'avenir, une partie de son développement à l'international ; ces concours sont, à fin 2011, non mobilisés. D'autres nouveaux concours seront négociés courant 2012.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire (montant d'emprunt significatif) le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie centralisé du Groupe analyse le portefeuille et propose les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés. Par sécurité, les financements obtenus en 2010 pour le Secteur Extrusion l'ont été pour moitié à taux fixe.

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisés à l'étranger

- Risques pays

Le Groupe détient des actifs dans des pays où la stabilité politique et économique n'est pas assurée ; ces actifs ne représentent toutefois qu'une part non significative des actifs de l'ensemble du Groupe.

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets, principalement situés au Canada, aux USA et en Chine, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

Dettes Fournisseurs

(Article 24-11 de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 et Décret 2008-1492 du 30 décembre 2008)

Les Dettes Fournisseurs et comptes rattachés (exploitation et immobilisations) de Gévelot SA d'un montant de 141 K€ à fin 2011 (241 K€ à fin 2010) se décomposent de la manière suivante :

Années	Echu	<31 jours	31 à 60 jours	>60 jours	Total
2011	20 K€	39 K€	18 K€	64 K€	141 K€
2010	19 K€	92 K€	22 K€	108 K€	241 K€

Affectation des résultats

Il sera proposé l'affectation des résultats suivante :

. Bénéfice de l'exercice :	2 450 918,57 €
. Report à nouveau antérieur :	<u>2 988 746,56 €</u>
. Total à répartir :	5 439 665,13 €
. Réserve Légale :	<u>12 948,50 €</u> <small>(5 % du Résultat 2011 limité à 10 % du capital)</small>
. Dividende :	<u>1 637 398,80 €</u> - 1 650 347,30 €
. Report à nouveau après affectation :	<u>3 789 317,83 €</u>

En cas d'approbation de la répartition mentionnée ci-dessus, le dividende de 1,80 € par action, éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires d'un Crédit d'Impôt plafonné sera mis en distribution à partir du 2 juillet 2012. Il sera servi sur la base de 912 166 actions composant le nouveau capital depuis le 14 avril 2011, en excluant les actions propres actuellement détenues, soit 2 500 titres.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales en vigueur, qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions	
			servies	globales
2008	2,00	Pm	957 543	957 543
2009	1,80	Pm	953 710	957 543
2010	1,80	Pm	909 666	912 166

Bourse

Pendant l'année 2011, le cours de l'action, cotée sur Eurolist Compartiment C de NYSE Euronext Paris jusqu'au 23 juin 2011 et sur Alternext Paris à partir du 24 juin 2011 a évolué comme suit :

Euros	
Cours à fin 2010	40,00
Cours le plus bas	39,00
Cours le plus haut	62,12
Cours à fin 2011	47,00
Nombre de titres échangés en 2011	86 155
Nombre de titres échangés en 2010	103 661

Au 30 mars 2012 le cours de l'action était de 62,00 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 9 980 titres.

Actionnariat

Au 31 décembre 2011, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- La SOCIETE DE PORTEFEUILLE FAMILIAL (SOPOFAM), plus du tiers,
- Société ROSCLODAN, plus du vingtième.

Par ailleurs, le Fonds Commun de Placement STOCK PICKING FRANCE et la Société de gestion de portefeuille indépendante LA FINANCIERE DE L'ECHIQUIER détiennent chacune plus du vingtième du capital social.

Informations sur les actions auto-détenues

Nombre d'actions auto-détenues en début d'exercice	15 322
Nombre d'actions achetées en 2011	32 555
Nombre d'actions vendues en 2011	0
Nombre d'actions annulées en 2011	45 377
Nombre d'actions auto-détenues à la clôture 2011	2 500
Frais de négociation 2011	5,4 K€
Cours moyen d'achat 2011	53,70 €
Valeur nominale du titre	35,00 €

Ces actions ont été acquises dans le cadre de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 24 juin 2010 (6^{ème} Résolution) pour permettre leur éventuelle annulation.

Lors de sa séance du 14 avril 2011, le Conseil d'Administration, faisant usage de l'autorisation antérieure donnée par l'Assemblée Générale de juin 2009 (11^{ème} Résolution) a décidé de l'annulation de 45 377 actions. Cette autorisation d'annulation courait jusqu'en août 2011.

Le nouveau Capital Social est donc de 31 925 810 € divisé en 912 166 actions d'une valeur nominale de 35 € chacune.

Aucune des Sociétés contrôlées par Gévelot ne détient d'action de cette Société.

Le Capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

Cotation Alternext

Le Conseil d'Administration a entériné, le 14 avril 2011, la mise en œuvre du transfert de la cotation du titre Gévelot du Marché réglementé Euronext vers le Marché organisé Alternext, transfert approuvé par la 7^{ème} Résolution de l'Assemblée Générale du 24 juin 2010.

Le transfert de la cotation a pris effet le 24 juin 2011 et un Listing sponsor, la Société ODDO Corporate Finance, a été désigné le 5 juillet 2011.

Ce même Conseil d'administration du 14 avril 2011 a décidé de conserver, dans ce nouveau contexte le Référentiel comptable IFRS pour l'établissement des Comptes consolidés du Groupe.

Projets de modifications concernant le Capital Social

Quatre Résolutions, une à caractère ordinaire et trois à caractère extraordinaire, seront proposées à la prochaine Assemblée Générale Mixte

Programme de rachat d'actions en vue d'annulation

Il sera proposé une Résolution à caractère ordinaire ayant pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration, pour une durée maximum de 18 mois, à faire acheter par la Société un nombre d'Actions représentant au maximum 6 % de son Capital arrêté à la date de la présente Assemblée, ce qui correspond à 54 580 Actions, pour un montant maximal de 3,0 M€.

Ces achats interviendraient conformément aux dispositions

- des Articles L.225-209 et suivants du Code du Commerce qui permettent à la Société d'acheter ses propres Actions,
- du Règlement européen n° 2273 du 22 décembre 2003.

Il est à noter que la Loi relative à la Simplification du Droit et à l'Allègement des Démarches Administratives du 22 mars 2012 a modifié l'Article L.225-209 et permis aux Sociétés cotées sur le Marché Organisé Alternext d'acheter leurs propres Actions, en vue d'annulation.

Le Conseil d'Administration informera les Actionnaires réunis en Assemblée Générale annuelle de toutes les opérations réalisées en cas d'approbation de la présente Résolution.

Réduction de Capital par annulation du reliquat d'Actions antérieurement acquises

Il sera proposé une Résolution à caractère extraordinaire ayant pour objet de procéder à l'annulation de 2 500 Actions acquises par la Société en exécution d'un programme antérieur de rachat d'Actions réalisé avant le transfert de la cotation sur Alternext et réduire en conséquence le Capital Social.

Réduction de Capital par voie d'annulation d'actions à acquérir

Il sera proposé une Résolution à caractère extraordinaire ayant pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration à annuler les Actions que la Société aurait rachetées dans le cadre du nouveau Programme de Rachat d'Actions, dans la limite de 6 % du Capital par période de 24 mois, en une ou plusieurs fois.

Augmentation de Capital réservée aux Salariés

Cette Résolution à caractère extraordinaire a pour objet une décision à prendre, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'Article L. 225-129-6 du Code de Commerce, concernant une augmentation de Capital réservée aux Adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise du Groupe à créer le cas échéant.

Le Conseil d'Administration se tiendra à la disposition des Actionnaires pour tous renseignements complémentaires.

Charges non déductibles

(Loi du 12 juillet 1965 article 27)

Dans Gévelot S.A., les réintégrations de frais généraux dans le bénéfice fiscal imposable au cours de l'exercice 2011 ne concernent que cette seule entité et se sont élevées à 35 045 € contre 26 302 € en 2010.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Holding

Gévelot SA a cédé début février dernier son ensemble de bureaux sis à Vanves (Hauts de Seine) pour une valeur de 4,3 M€, soit une plus-value nette d'impôts de 2,6 M€.

Le reliquat d'actions propres non annulées, issu du programme de rachat 2010/2011 soit 2 500 titres, fera l'objet d'une annulation avant la fin du premier semestre 2012.

Secteur Extrusion

Le premier trimestre 2012, du fait des premières incidences des baisses de programmes des Donneurs d'ordres, commence à subir un tassement d'activité, essentiellement en France. Des premières mesures d'adaptation sont identifiées et mises en œuvre, principalement en termes de main d'œuvre directe temporaire.

Secteur Pompes

Le contexte géopolitique incertain sur certains pays nous impose la prudence sur le niveau de nos développements commerciaux et engagements à l'international.

Monsieur Mario Martignoni, a été nommé, à compter du 1^{er} janvier 2012, Président-Directeur Général en remplacement de Monsieur Jacques Fay parti en retraite au 31 décembre 2011 et Monsieur Frédéric Garde a été nommé Directeur Général Délégué à effet du 1^{er} février 2012.

Secteur Mécanique

La bonne activité constatée sur le Marché des Pompes doseuses destinées à l'automobile ces derniers mois pourrait être en repli dès le deuxième trimestre 2012.

La situation au Maghreb et les incertitudes économiques et politiques en Europe pourraient impacter négativement les autres activités.

Conformément à la Loi, le dépôt de ce Rapport au Greffe du Tribunal de Commerce sera effectué dans le mois de l'approbation des Comptes en Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration

Comptes Consolidés au 31 décembre 2011

Bilan consolidé au 31 décembre 2011

Référentiel I.F.R.S. ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Montant net au 31.12.2011	Montant net au 31.12.2010
Ecart d'acquisition	950	923
Immobilisations incorporelles	5 344	4 738
Immobilisations corporelles	84 855	87 702
Actifs financiers non courants	1 292	1 392
Participations dans des entreprises associées	9 579	9 530
TOTAL ACTIF NON COURANT (I)	102 020	104 285
Stocks et en-cours	36 130	29 020
Créances clients et comptes rattachés	50 273	34 159
Autres débiteurs	4 884	4 488
Créance d'impôt exigible	1 046	-
Actifs financiers courants	3 653	97
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 285	36 496
Actifs non courants détenus en vue de la vente	4 300	-
TOTAL ACTIF COURANT (II)	122 571	104 260
TOTAL GENERAL (I + II)	224 591	208 545

Référentiel I.F.R.S. PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Montant net au 31.12.2011	Montant net au 31.12.2010
Capitaux propres attribuables à la société consolidante	140 796	129 039
Intérêts minoritaires	42	37
TOTAL DE L'ENSEMBLE DES CAPITAUX PROPRES (I)	140 838	129 076
Provisions non courantes	5 026	4 677
Passifs financiers non courants	6 161	9 808
Passif d'impôt différé	10 802	9 922
TOTAL PASSIF NON COURANT (II)	21 989	24 407
Dettes fournisseurs d'exploitation	22 799	19 956
Dettes fournisseurs d'immobilisations	1 274	1 531
Provisions courantes	3 717	2 999
Autres créditeurs	18 694	17 368
Passif d'impôt exigible	901	3 760
Passifs financiers courants	14 379	9 448
TOTAL PASSIF COURANT (III)	61 764	55 062
TOTAL DETTES (II+III)	83 753	79 469
TOTAL GENERAL (I + II + III)	224 591	208 545

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat consolidé 2011

Référentiel I.F.R.S. COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)		Exercice 2011	Exercice 2010
Chiffre d'affaires	<i>Note 20</i>	220 784	189 628
Autres produits de l'activité courante	<i>Note 17</i>	1 614	2 075
Produits de l'activité courante	<i>Note 17</i>	222 398	191 703
Charges opérationnelles courantes	<i>Note 18</i>	(201 623)	(175 519)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	<i>Note 20</i>	20 775	16 184
Autres produits opérationnels		163	104
Autres charges opérationnelles		(664)	(2 991)
RESULTAT OPERATIONNEL	<i>Note 20</i>	20 274	13 297
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		300	140
Coût de l'endettement financier brut		(627)	(659)
Coût de l'endettement financier net		(327)	(519)
Autres produits financiers		726	628
Autres charges financières		(1 324)	(654)
RESULTAT FINANCIER	<i>Note 19</i>	(925)	(545)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGREES	<i>Note 20</i>	19 349	12 752
(Charge) / produit d'impôt	<i>Note 16</i>	(6 505)	(4 332)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		12 844	8 420
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	<i>Note 5</i>	880	491
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	<i>Note 20</i>	13 724	8 911
PART REVENANT AUX INTERETS MINORITAIRES		5	4
RESULTAT REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE		13 719	8 907
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (= RESULTAT DILUE PAR ACTION)		15,01 €	9,37 €

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe ou détenues comme actions propres. Il n'y a pas d'actions potentielles dilutives.

Le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat par action est de 914 160 pour l'exercice 2011 et de 950 348 pour l'exercice 2010 (cf. Note n° 3 - Capital social).

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat global 2011

Référentiel I.F.R.S.			Exercice	Exercice
(en milliers d'euros)			2011	2010
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE			13 724	8 911
Autres éléments de résultat :	Montant brut	Impôt produit / (charge)		
Ecarts de conversion	705	-	705	1 957
Variations de juste valeur sur les instruments financiers	-	-	-	3
Réévaluation des terrains et constructions	1 097	(377)	720	13
Autres éléments de résultat nets d'impôt			1 425	1 973
RESULTAT GLOBAL			15 149	10 884

Tableau de variation des capitaux propres et intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capital (cf Note 3)	Titres auto-détenus (cf Note 3)	Ecarts de réévaluation	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
SITUATION AU 31.12.2009	33 514	-	865	(1 909)	87 881	120 351	33	120 384
Opérations sur titres auto-détenus	-	(474)	-	-	-	(474)	-	(474)
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 718)	(1 718)	-	(1 718)
Résultat global 2010	-	-	(31)	1 957	8 954	10 880	4	10 884
SITUATION AU 31.12.2010	33 514	(474)	834	48	95 117	129 039	37	129 076
Opérations sur titres auto-détenus	-	(1 748)	-	-	-	(1 748)	-	(1 748)
Réduction de capital	(1 588)	2 071	-	-	(483)	-	-	-
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 639)	(1 639)	-	(1 639)
Résultat global 2011	-	-	720	705	13 719	15 144	5	15 149
SITUATION AU 31.12.2011	31 926	(151)	1 554	753	106 714	140 796	42	140 838

Tableaux de flux de trésorerie consolidés 2011

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	2011	2010
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	12 844	8 420
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	10 711	13 867
- Actualisation des actifs et passifs financiers	51	(193)
- Variation des impôts différés	Note 16 476	(492)
- Moins-values de cession, nettes d'impôt	324	333
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées (1)	24 406	21 935
Dividendes reçus des Sociétés mises en équivalence	123	-
- Variation des stocks	Note 8 (6 811)	(2 454)
- Variation des créances clients	Note 9 (15 734)	(3 633)
- Variation des autres créances opérationnelles	(1 394)	2 498
- Variation des dettes fournisseurs	2 499	6 378
- Variation des autres dettes opérationnelles	(1 602)	3 927
Variation du besoin en fonds de roulement	(23 042)	6 716
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	1 487	28 651
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 4 (10 607)	(7 352)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières (2)	(3 538)	(165)
Total	(14 145)	(7 517)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	163	259
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	100	171
Total	263	430
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(257)	422
Incidence des variations de périmètre	500	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(13 639)	(6 665)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Dividendes attribués aux actionnaires de la Société Mère	(1 639)	(1 718)
- Autres variations	(1 748)	(468)
Total	(3 387)	(2 186)
- Mise en place des emprunts et dettes financières	1 493	5 240
- Remboursements des emprunts et dettes financières	(6 589)	(5 808)
Variation des emprunts et dettes financières	(5 096)	(568)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(8 483)	(2 754)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(20 635)	19 232
Trésorerie à l'ouverture	32 831	13 367
Trésorerie à la clôture	Note 11 12 309	32 831
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	(113)	(232)
	(20 635)	19 232

(1) Les impôts décaissés (nets des remboursements) au cours de l'exercice sont mentionnés dans la note 16.

(2) Ce montant inclut 3 500 K€ de dépôts bancaires à terme reclassés en Actifs Financiers Courants du fait de leur échéance supérieure à 3 mois (cf Note 7), bien qu'ils soient parfaitement liquides et sans risques, en application de la Norme IAS 7. Sans ce reclassement, la variation nette de la période n'aurait été négative que de 17,1 M€ et la Trésorerie à la clôture aurait été positive de 15,8 M€.

**Annexe
des Comptes Consolidés
au 31 décembre 2011**

Annexe des Comptes Consolidés au 31 décembre 2011

Les notes n° 1 à 28 ci-après font partie intégrante des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

En date du 4 avril 2012, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Gévelot SA au 31 décembre 2011. Ces états financiers peuvent être modifiés tant que l'Assemblée Générale Ordinaire ne les a pas approuvés.

Note n° 1 : Informations relatives au périmètre de consolidation

1.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2011

Ont été consolidées selon la méthode d'intégration globale :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts
			au 31.12.2011	au 31.12.2010	au 31.12.2011
HOLDING					
Gévelot S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	562088542 56208854200369			
EXTRUSION A FROID & USINAGE					
Gévelot Extrusion S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	399198951 39919895100010	99,99	99,99	99,99
Dold Kaltfliesspressteile GmbH	Langenbacher Strasse 17/19 78147 Vöhrenbach (Allemagne)		100,00	100,00	100,00
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
PCM S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	572180198 57218019800184	99,99	99,99	99,94
PCM Deutschland GmbH	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)		99,99	99,99	99,94
PCM Flow Technology Inc.			99,99	99,99	99,94
PCM USA Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)	} société détenue } à 100 % par } PCM Flow Technology			
PCM Group UK Ltd.	Pilot Road - Phoenix Parkway Corby, Northants NN17 5YF (Royaume-Uni)		99,99	99,99	99,94
PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.	Unit 10A01, Shanghaimart 2299 Yanan Road (West) 200336 Shanghai (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM (Suzhou) Co. Ltd.	Pingwang Ecological park Pingwang - Wujiang 215221 Jiangsu (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM Muscat LLC	Alofuk Building, 1st Floor, Office 14, Shatti Al Qurum PO Box 167 PC 103, Muscat (Sultanate of Oman)		99,99	99,99	99,94
PCM Group Italia Srl	6, via Bergamo 20135 Milano (Italie)		99,99	99,99	99,94
MECANIQUE / EQUIPEMENTS MOTEURS ET GAZ					
Gurtner S.A.	40, rue de la Libération 25300 Pontarlier (France)	542103635 54210363500026	100,00	100,00	99,95

Ont été consolidées par mise en équivalence :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN	% de contrôle		% d'intérêts
		N° SIRET	au 31.12.2011	au 31.12.2010	au 31.12.2011
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
Kudu Industries Inc.	9112 - 40 th street S.E. Calgary Alberta T2C 2P3 (Canada)		45,00	45,00	44,98
Kudu Pumps Inc.	2203 Timberloch Place, suite 100 The Woodlands, TX 77380 (Etats-Unis)				
Kudu Australia Pty Ltd.	Level 2, 147 Coronation Drive / PO Box 1843 Milton, QLD 4064 (Australie)				
Kudu Kazakhstan LLP	136 Dostyk Avenue RFCA Business Center, Office 502 Almaty, 050051 (Kazakhstan)				
Kudu Europe SRL	Negoiesti-Brazi Hall 8, 7 Piatra Craiului Str. Prahova Romania 107-086 (Roumanie)				
Kudu International Inc	Suite B, Port St Charles Heywoods, St Peter Barbados BB 26013 (La Barbade)				

1.2. Commentaires sur le périmètre de consolidation et les conditions de contrôle

- PCM a cédé fin 2011 la participation qu'elle détenait dans la Société Ensival Moret Asia, précédemment consolidée par mise en équivalence (Note 5).
- Aucun autre changement de périmètre de consolidation n'est intervenu en 2011.
- Les sociétés du Groupe ont toutes clôturé au 31 décembre 2011, sauf la participation Kudu qui a clôturé le 30 décembre 2011.
- Il n'y a pas, à notre connaissance, de restrictions significatives s'imposant aux filiales pour transférer des fonds à la Mère, Gévelot S.A., sous forme de dividendes en numéraire ou de remboursements de prêts ou d'avances.

1.3. Taux de conversion des comptes établis en devises étrangères

Les postes de bilan des sociétés ont été convertis aux taux de clôture du 31 décembre 2011 et les comptes de charges et de produits aux taux moyens, selon les parités suivantes :

Devises	Taux de clôture	Taux moyens
1 dollar des Etats-Unis	0,7729 €	0,7185 €
1 livre sterling	1,1972 €	1,1523 €
1 yuan renminbi chinois	0,1226 €	0,1112 €
1 rial omani	2,0040 €	1,8563 €
1 dollar canadien	0,7567 €	0,7270 €
1 dollar de Singapour	0,5946 €	0,5717 €

Note n° 2 : Règles et Méthodes Comptables - Faits significatifs de l'exercice

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Etats Financiers consolidés du Groupe Gévelot sont établis conformément aux principes et normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS ⁽¹⁾ (International Financial Reporting Standards), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les Etats financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, l'Euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Nouveaux textes d'application obligatoire

Au 31 décembre 2011, les nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne et intégrés pour la première fois par le Groupe sont les suivants :

- IAS 24 révisée "Transactions avec les parties liées" qui clarifie la définition d'une partie liée et accorde une exemption partielle d'information aux entités liées à une autorité publique;
- Amendements IFRS 7 "Instruments financiers" précisant les informations à fournir sur la nature et l'étendue des risques liés aux instruments financiers.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne avec une entrée en vigueur au 1er janvier 2011 n'ont pas eu d'incidence significative pour Gévelot.

Nouveaux textes applicables par anticipation

Le Groupe n'a appliqué aucun amendement et aucune norme ou interprétation par anticipation.

Nouveaux textes non encore adoptés par l'Union Européenne

L'impact potentiel des principaux textes publiés par l'IASB ou l'IFRIC mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une adoption par l'Union Européenne en date de clôture est en cours d'analyse. Néanmoins, la seule norme susceptible d'avoir un impact sur les comptes du Groupe est l'amendement IAS 19.

Aucune application anticipée n'est envisagée à ce stade.

Sous réserve de leur adoption par l'Union Européenne, les textes ci-après, potentiellement applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, sont principalement les suivants :

- Amendement IAS 1 "Présentation des autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres". Cet amendement sera sans impact significatif sur l'information publiée par le Groupe;

- Amendement IAS 19 "Avantages au personnel". Cet amendement supprime notamment la possibilité, retenue par le Groupe, d'appliquer la méthode du corridor. Ceci conduira à comptabiliser immédiatement l'ensemble des écarts actuariels et des coûts des services passés au passif du bilan. Les variations d'écarts actuariels seront systématiquement enregistrées en autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, et le coût des services passés sera intégralement enregistré en résultat de la période. Cet amendement fixe également un taux de rendement des actifs financiers correspondant au taux d'actualisation utilisé pour calculer l'engagement net;

- IFRS 10 "Etats financiers consolidés". Cette norme propose une définition du contrôle reposant sur le pouvoir, l'exposition (et les droits) à des rendements variables et la capacité d'exercer ce pouvoir afin d'influer sur les rendements;

- IFRS 11 "Partenariats". Cette norme prévoit deux traitements comptables distincts selon qu'il s'agit d'une activité conjointe ou d'une coentreprise;

- IFRS 12 "Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités". Ce texte rassemble l'ensemble des informations à fournir en annexe au titre des filiales, partenariats, entreprises associées et entreprises structurées non consolidées;

- IFRS 13 "Evaluation à la juste valeur" qui précise comment déterminer la juste valeur lorsque son application est déjà imposée ou admise par une autre norme IFRS. Ce texte n'étend pas l'usage de la juste valeur à d'autres domaines que ceux existant déjà au sein des normes IFRS.

Rappel des méthodes première application IFRS

Pour l'établissement de son bilan d'ouverture au 1er janvier 2004, le Groupe s'est conformé aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption du référentiel IFRS » qui traite de la première adoption des normes internationales et des exceptions au principe d'application rétrospective de l'ensemble des normes IFRS.

A cette date, le Groupe Gévelot a retenu les options suivantes quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

- les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitements rétrospectifs;
- les écarts actuariels sur engagements de retraite ont été constatés en contrepartie des capitaux propres pour leur montant cumulé au 1er janvier 2004;
- le montant cumulé des écarts de conversion au 1er janvier 2004 est remis à zéro en contrepartie des réserves consolidées, le montant des capitaux propres d'ouverture restant inchangé. Il ne sera en conséquence pas tenu compte, dans les résultats de cession futurs d'entités consolidées ou associées, des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS;
- la juste valeur des actifs au 1er janvier 2004 a été retenue comme coût présumé. La réévaluation en découlant a été portée en capitaux propres.

¹ Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Présentation des comptes consolidés

Le Bilan est présenté sous la forme courant / non courant. Sont considérés comme courants, les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, d'une durée de douze mois. Les actifs et passifs financiers sont par nature classés en non courants à l'exception de leur quote-part à moins d'un an classée en courant.

Le Compte de résultat consolidé est présenté par nature en Charges et Produits.

2.1. Principes Comptables spécifiques à la Consolidation

2.1.1 Périmètre de consolidation

Les Etats financiers consolidés comprennent par intégration globale les comptes de Gévelot SA et des filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. La date de prise ou de cessation de contrôle détermine l'entrée ou la sortie du périmètre d'intégration globale.

Les Sociétés dans lesquelles Gévelot SA ne détient pas le contrôle exclusif sont mises en équivalence dans les cas où une influence notable est exercée ou sont consolidées par Intégration Proportionnelle dans le cas de sociétés sous contrôle conjoint.

2.1.2 Conversion des comptes exprimés en devises

Les Etats Financiers des Filiales étrangères sont convertis en euros de la manière suivante :

- les postes du Bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les postes du Compte de Résultat sont convertis au taux moyen,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen.

Les écarts de conversion inclus dans les Capitaux Propres consolidés résultent donc :

- de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les Capitaux Propres d'ouverture,
- de la différence entre le taux de change moyen et le taux de change à la clôture, sur le résultat de la période et sur les autres variations des Capitaux Propres.

2.1.3 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les Actifs et Passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au Compte de Résultat en produit ou en perte de change. Les Actifs et Passifs non monétaires libellés en devises étrangers sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Nota : les cours retenus sont indiqués en Note 1.

2.2 Principes Comptables spécifiques au Bilan

2.2.1 Regroupement d'Entreprises

Les Regroupements d'Entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la Norme IFRS 3.

A la date d'acquisition, le Goodwill est évalué comme étant l'excédent du coût du Regroupement d'Entreprise sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la Juste Valeur nette des Actifs identifiables, Passifs, et Passifs éventuels acquis.

Les Goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de Test de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils sont susceptibles de s'être dépréciés.

Toute dépréciation constatée est irréversible.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des Actifs immobilisés" dans la Note 2.2.4.

2.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au Bilan à leur coût historique. Elles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrés au Bilan à leur Juste Valeur à la date d'acquisition.

Les frais de recherche sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus de même que les coûts de développement non activés qui ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations incorporelles à hauteur du montant non financé.

Ainsi, pour les frais de développement, leur inscription à l'Actif est obligatoire (IAS 38) dès que l'Entreprise peut démontrer :

- que le projet est nettement identifié et les coûts de l'Actif ainsi immobilisé peuvent être individualisés et suivis de façon fiable, son intention et sa capacité technique et financière de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses engagées iront à l'Entreprise.

Les immobilisations incorporelles, font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Durées d'utilité :

Frais de développement : durée de vie des projets sous-jacents, comprise généralement entre 3 et 15 ans.

Logiciels : durée d'utilisation des logiciels, entre 2 et 15 ans.

Autres (brevets,...) : sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder 20 ans.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des Actifs immobilisés" dans la Note 2.2.4.

2.2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, principalement composées de Terrains, Constructions, Installations Techniques et Matériels de production, sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur, conformément à la Norme IAS 16.

Le Groupe Gévelot a opté pour la méthode de la réévaluation périodique de ses Terrains et Constructions à vocation Administrative ou Commerciale et situés sur un marché suffisamment actif. Les amortissements des constructions sont basés sur la durée d'utilité et la réévaluation périodique de la Valeur nette par rapport à une Valeur de Marché est estimée par un évaluateur professionnel qualifié. Ces évaluations ont lieu tous les trois ans sauf si, avant expiration de ce délai, une fluctuation de la juste valeur des actifs concernés nécessite une nouvelle expertise.

Pour ses autres immobilisations corporelles, notamment les terrains et constructions à vocation industrielle, le Groupe a décidé de ne plus pratiquer de réévaluation périodique au regard de la difficulté d'estimer ces biens sans tenir compte de leur activité. Leur valeur brute correspond à leur coût d'acquisition (ou à la dernière valeur réévaluée en date du 31 décembre 2007) diminué des amortissements cumulés et ne fait plus l'objet d'aucune réévaluation à compter du 1^{er} janvier 2008.

Dans le Secteur Extrusion, des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations corporelles à hauteur du montant non financé.

Prix de revient des Immobilisations

Les frais d'acquisition directement attribuables des immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Selon le traitement de référence d'IAS 23, antérieur à l'application effective de sa révision, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Location-financement

Les Biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement, sont traités dans le Bilan et le Compte de Résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt lorsque le contrat a pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces Biens. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par le bailleur, en contrepartie d'un "emprunt" inscrit au Passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les Biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres immobilisations de même nature ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si la Société n'a pas la certitude d'en devenir propriétaire à l'échéance.

Amortissements

Les Amortissements sont calculés linéairement au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Terrains : non amortissables,
- Constructions (gros œuvre, aménagements, ravalements, étanchéité) : 10 à 40 ans,
- Installations Techniques, Matériels et Outillages industriels : 3 à 40 ans, sauf exceptions,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs comptabilisés à leurs coûts historiques sont revues à chaque clôture. Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

2.2.4 Dépréciation des Actifs immobilisés

En application de la Norme IAS 36, le Groupe s'assure que la Valeur Nette Comptable de ses Actifs immobilisés n'excède pas leur Valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente.

En dehors des Goodwill et des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) des secteurs Extrusion et Mécanique qui font l'objet de Test de dépréciations annuels systématiques, la Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. La liste non exhaustive des indices externes ou internes à l'origine de cette estimation est la suivante :

- Indices externes :
 - baisse plus que la normale de la valeur de marché;
 - changements importants dans l'environnement technique, économique ou juridique, ayant un effet négatif sur l'entreprise;
 - augmentation des taux d'intérêt;
- Indices internes :
 - obsolescence ou dégradation physique non prévue par le plan d'amortissement;
 - performances économiques inférieures aux prévisions;
 - changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.

La Valeur recouvrable d'un Actif est la Valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa Valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un Actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La Valeur d'utilité est la Valeur actualisée des Flux de Trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue d'un Actif estimée sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans maximum. Au-delà les Flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance constant ou décroissant.

Les Tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie.

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- Extrusion : chaque Société et chaque unité de production ont été considérées comme une UGT indépendante. Les Actifs de support communs à une Société ont été répartis proportionnellement sur les Unités de production de cette Société.
- Pompes : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante.
- Mécanique : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante

Pour chaque activité, un taux d'actualisation spécifique a été déterminé (voir note N°4)

Ces taux d'actualisation correspondent aux taux du rendement de placements sans risques, corrigés d'une prime de risque du marché "Actions", et de risques spécifiques liés à l'activité.

Une Perte de valeur est comptabilisée dès que la Valeur comptable de l'Actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa Valeur recouvrable.

2.2.5 Actifs financiers

Les Actifs financiers sont principalement constitués de prêts et de créances, ainsi que de placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne sont pas reconnus comme de la Trésorerie.

Ils se composent essentiellement de dépôts de garantie et de prêts accordés dans le cadre des Aides à la Construction.

Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les Actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste Valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Clients et autres Créances d'exploitation

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur (généralement égale au montant facturé), puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti avec la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les Créances Clients sont maintenues à l'Actif du Bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un Tiers.

Des provisions pour dépréciations sont constituées si des risques de non-paiement spécifiques apparaissent sur des créances détenues par les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les créances anciennes non réglées peuvent faire l'objet de dépréciations portant sur toute ou partie de la créance.

Les dépréciations (ou reprises de dépréciations) sont enregistrées dans les postes de produits et charges opérationnels courants.

2.2.6 Stocks et travaux en cours

Selon la Norme IAS 2 "Stocks", le coût des stocks doit comprendre l'ensemble des coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour mettre les stocks à disposition ; les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer le coût d'acquisition.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix ou du coût moyen pondéré.

Les stocks sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

La Valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et la réalisation de la vente.

Les stocks ne comprennent pas de coût d'emprunt.

Les matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués suivant les méthodes ci-après, selon les Sites : dernier prix d'achat connu, coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués (en-cours et produits finis) sont valorisés à leur coût de production comprenant :

- Le coût des matières consommées,
- Les charges directes de production,
- Les charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

Dans le cas où la Valeur nette de réalisation devient inférieure à la Valeur comptable une provision est constituée pour le montant de la différence.

Dans le Secteur Extrusion des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces dans le cadre spécifique d'une commande reçue d'un Client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours à hauteur du montant financé.

2.2.7 Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La Trésorerie et les équivalents de Trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (moins de trois mois), liquides et sans risque de perte de valeur.

Les supports utilisés, auprès de grandes institutions financières, sont constitués, soit de dépôts bancaires à terme, soit de titres d'OPCVM de type monétaire sans risques spécifiques identifiés.

2.2.8 Capitaux Propres

Le Groupe vise à maintenir une bonne rentabilité de son capital tout en conservant une sécurité dans ses choix de gestion. La société consolidante n'a pas mis en œuvre de délégation intéressant les instruments de capitaux propres. Le Groupe n'est pas soumis à des contraintes externes particulières concernant le capital des entités qui le compose.

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.2.9 Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Sur la base des Législations et Pratiques nationales, il existe dans le Groupe différents Régimes de retraite au bénéfice de certains Salariés.

Les Régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des Régimes à Prestations Définies (Régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation définie) sont comptabilisés au Bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste Valeur des Actifs du Régime y afférent qui leur sont dédiés ajustés des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés. Les cotisations versées au titre des Régimes qui sont analysés comme des Régimes à Cotisations Définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses Salariés en matière de retraite. Ces engagements sont évalués conformément à IAS 19 et prennent en compte les charges sociales y afférentes.

En application des Règles locales, la Filiale allemande Dold fait face aux engagements sociaux qu'elle assume vis-à-vis de ses Salariés dans le cadre de Contrats conclus avec des Sociétés d'assurance.

Le Groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime et des écarts actuariels et coûts des services passés non encore comptabilisés.

Les écarts actuariels proviennent des distorsions entre les hypothèses utilisées et la réalité ou la modification des hypothèses de calcul des engagements et des Actifs affectés à leur couverture :

- taux de rotation des personnels
- taux d'augmentation des salaires
- taux d'actualisation
- taux de mortalité

- taux de rendement des Actifs

Le montant de la variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi qui excèdent 10% de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement et la Valeur de marché des Actifs de couverture est comptabilisé en résultat en application de la méthode du corridor. Ces gains ou pertes sont reconnus sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des Membres du Personnel bénéficiant de ces Régimes.

Autres engagements sociaux

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles nationales du travail ou dans le cadre d'Accord d'Entreprise propre font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les Salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe sans contrepartie au moins équivalente. Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

Les Autres provisions non courantes font l'objet d'une actualisation si l'effet est significatif.

Les Passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'Entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. Ces passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan, à l'exception de ceux correspondant à un regroupement d'entreprises. Ils font l'objet d'une information dans les engagements hors bilan.

2.2.10 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, sauf dans le cadre de la comptabilité de couverture (ci-après Instruments dérivés et comptabilité de couverture).

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement sont présentés en diminution des emprunts et sont pris en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Tous les instruments dérivés (swaps) sont comptabilisés au Bilan à leur Juste Valeur et toute variation de leur juste Valeur est comptabilisée en résultat.

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la Norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de Juste Valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa Juste Valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de Juste Valeur est inscrite en résultat. La variation de la Juste Valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est

totalelement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement.

- en cas de couverture de Flux de Trésorerie (emprunt à taux variable swappé à taux fixe par exemple), la variation de la Juste Valeur du dérivé est inscrite en Capitaux Propres pour la partie efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des Flux couverts, et en résultat pour la partie inefficace.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ou à un cours de marché. A défaut, elle est calculée par un expert indépendant. La juste valeur des dérivés est obtenue auprès des contreparties bancaires.

La juste valeur des actifs et passifs financiers courants est assimilable à leur juste valeur au bilan compte tenu de leur échéance à court terme.

2.2.11 Impôts Différés

Conformément à la Norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les Valeurs comptables des Actifs et des Passifs et leurs Valeurs fiscales en appliquant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à cette date ou qui seront applicables lorsque la différence temporaire se résorbera.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable.

Au 31 Décembre 2011, les Actifs d'impôt différés ont été maintenus dans les comptes, leur récupération ayant été jugée probable.

Les Actifs et Passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale si l'entité a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Conformément à la Norme IAS 12, les Actifs et Passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

2.3 Principes Comptables spécifiques au Compte de Résultat

2.3.1 Produits des activités ordinaires

Conformément à la Norme IAS 18 "Produits des activités ordinaires" les ventes de biens, diminuées des escomptes consentis, sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert de la propriété qui transfère à l'acquéreur les risques et les avantages économiques du bien. En général ce transfert a lieu lors de la livraison du bien.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ce financement entre dans le périmètre des « Produits des activités ordinaires » définis par la norme IAS

18. Le produit est constaté en chiffre d'affaires au rythme des étapes techniques validées par le client.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont comptabilisés dans les « Subventions d'exploitation ».

2.3.2. Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel

La Norme IAS 1 prévoit de faire figurer un nombre minimum de rubriques :

- Résultat opérationnel,
- Charges financières,
- Quote-part de résultat dans les Sociétés mises en équivalence,
- Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession,
- Charges d'impôt,
- Profit ou perte (ventilé entre part du Groupe et Minoritaires).

Par conséquent le Résultat Opérationnel peut être défini par la différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des Sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Le Résultat Opérationnel comprend la Contribution Economique Territoriale (CET) qui remplace la taxe professionnelle à partir du 1^{er} janvier 2010. La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1,5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée. Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités la qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat, d'où son classement en Résultat Opérationnel, tout comme la taxe professionnelle l'était jusqu'en 2009.

Par option, le Groupe Gévelot a choisi de présenter un Résultat Opérationnel Courant défini comme la différence entre le Résultat Opérationnel total tel que vu précédemment et les "Autres Produits et Charges Opérationnels" qui représentent les événements inhabituels et peu fréquents. Ils sont définis de manière très limitative mais ne peuvent pas être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires. Ils représentent pour l'essentiel le résultat des opérations de cession d'immobilisations, les charges de restructuration ainsi que le coût des litiges sociaux.

Le Résultat Opérationnel Courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'Entreprise.

2.3.3 Charges financières

2.3.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période (Emprunts et

placements bancaires, résultats des opérations sur Valeurs Mobilières de Placement).

2.3.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges correspondent essentiellement aux résultats des opérations de couverture de taux et de change.

2.4 Information Sectorielle

En application de la Norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée par secteurs d'activité définis selon les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe Gévelot ont été définis comme suit :

- Extrusion à froid & Usinage,
- Pompes / Technologies des Fluides,
- Mécanique / Equipement moteurs et Gaz.

Les éléments de Gévelot S.A., qui ne peuvent pas être affectés directement à un secteur opérationnel tel que défini ci-dessus, sont positionnés en "autres activités".

B. FAITS SIGNIFICATIFS

Néant

C. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DETERMINANTS

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

Estimations et hypothèses comptables déterminantes

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

a) Dépréciation estimée des Goodwill

Le Groupe soumet les Goodwill à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée dans la Note 2.2.4. Les flux futurs de Trésorerie tels qu'issus des budgets servent au calcul de la valeur recouvrable des Unités Génératrices de trésorerie. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations.

Les impacts de variation des taux d'actualisation et de variation des flux futurs sont malgré tout non significatifs au regard des Goodwill estimés.

b) Dépréciation des Actifs immobilisés de Production

La Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet Actif a pu perdre de sa valeur comme indiqué dans la Note 2.2.4. Les calculs permettant

d'établir la valeur recouvrable ou la valeur d'utilité d'un Actif utilisent des prévisions basées sur des budgets établis sur 3 ans et des flux extrapolés par application de taux de croissance au-delà. Ces flux sont ensuite actualisés selon des taux spécifiques à chaque activité.

c) Les terrains et bâtiments à usage Administratif ou Commercial sont réévalués périodiquement par des experts indépendants. Entre chaque expertise, le Groupe vérifie l'absence d'indices laissant envisager des pertes de valeurs.

D. Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

Il n'y a pas eu de modification dans la présentation des comptes.

E. Evénements postérieurs à la clôture du Bilan

Les premiers mois de l'exercice 2012 constatent un retrait d'activité qui pourrait perdurer dans les mois à venir compte tenu d'un contexte économique global déprimé, particulièrement en Europe de l'Ouest.

Concernant les Secteurs Extrusion et Mécanique, liés au Marché Automobile, les baisses de volume constatées dès Février devraient pouvoir être compensées par diverses mesures d'adaptation déjà anticipées et amplifiées si nécessaire.

Le Secteur Pompes, dans le domaine de l'Oil and Gas, poursuivra son nécessaire déploiement à l'international dans un contexte de prix du baril élevé.

L'innovation et la performance industrielle devront être amplifiées et les risques géopolitiques affectant certains marchés, examinés et évalués avec une approche prudentielle.

Note n° 3 : Capital social

(en euros)	Au 31/12/2010			Exercice 2011 Annulées	Au 31/12/2011		
	Ordinaires	Autodétenues	Total		Ordinaires	Autodétenues	Total
Actions ordinaires							
Nombre	942 221	15 322	957 543	45 377	909 666	2 500	912 166
Valeur nominale	35	35	35	35	35	35	35
Total	32 977 735	536 270	33 514 005	1 588 195	31 838 310	87 500	31 925 810

Composition du Capital Social :

Au 31 décembre 2011, le Capital Social autorisé s'élève à 31 926 milliers d'euros. Il est composé de 912 166 actions ordinaires de 35 euros de nominal chacune, émises et entièrement libérées.

Le Groupe a racheté 32 555 de ses propres actions pour un montant global de 1 748 K€ au cours de l'exercice 2011, portant ainsi le nombre total d'actions autodétenues à 47 877 actions. Le nombre moyen pondéré correspondant à ces actions s'élève à 43 383. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2011 s'élève ainsi à 914 160.

Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 14 avril 2011, dans le cadre de l'autorisation qui lui a été donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009, le Groupe a procédé à l'annulation de 45 377 actions détenues en propre.

Au 31 décembre 2011, le Groupe détient 2 500 de ses propres actions.

Le Groupe n'a pas de plans d'option (achat et/ou souscription) d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la Société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

Note n° 4 : Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

	31.12.2011					
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations incorporelles
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	923	6 269	6 803	633	-	13 705
Acquisitions et augmentations	-	1 054	210	727	25	2 016
Sorties	-	(109)	(635)	-	-	(744)
Virement de poste à poste	-	536	157	(652)	-	41
Ecart de conversion	27	-	4	8	-	12
A la clôture de l'exercice	950	7 750	6 539	716	25	15 030
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	-	(3 598)	(5 369)	-	-	(8 967)
Dotations	-	(1 133)	(292)	-	-	(1 425)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	95	613	-	-	708
Ecart de conversion	-	-	(2)	-	-	(2)
A la clôture de l'exercice	-	(4 636)	(5 050)	-	-	(9 686)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	923	2 671	1 434	633	-	4 738
Valeur nette à la clôture de l'exercice	950	3 114	1 489	716	25	5 344

	31.12.2010					
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations incorporelles
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	894	5 777	6 849	486	-	13 112
Acquisitions et augmentations	-	421	170	490	-	1 081
Sorties	-	(205)	(287)	-	-	(492)
Virement de poste à poste	-	276	67	(343)	-	-
Ecart de conversion	29	-	4	-	-	4
A la clôture de l'exercice	923	6 269	6 803	633	-	13 705
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	-	(2 661)	(5 265)	-	-	(7 926)
Dotations	-	(1 011)	(307)	-	-	(1 318)
Dépréciations nettes	-	(22)	-	-	-	(22)
Sorties	-	96	204	-	-	300
Ecart de conversion	-	-	(1)	-	-	(1)
A la clôture de l'exercice	-	(3 598)	(5 369)	-	-	(8 967)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	894	3 116	1 584	486	-	5 186
Valeur nette à la clôture de l'exercice	923	2 671	1 434	633	-	4 738

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles (suite)

	31.12.2011						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	8 968	31 803	181 149	11 349	1 987	83	235 339
Acquisitions et augmentations	-	378	1 631	859	3 628	2 095	8 591
Réévaluation des terrains et constructions	637	-	-	-	-	-	637
Sorties	-	(4)	(552)	(1 341)	(47)	-	(1 944)
Virement de poste à poste	-	424	2 661	317	(3 091)	(352)	(41)
Actifs non courants détenus en vue de la vente (Note 4.4)	(4 300)	-	-	-	-	-	(4 300)
Ecart de conversion	27	47	148	33	-	-	255
A la clôture de l'exercice	5 332	32 648	185 037	11 217	2 477	1 826	238 537
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(626)	(5 951)	(132 889)	(8 171)	-	-	(147 637)
Dotations	(52)	(703)	(6 756)	(708)	-	-	(8 219)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des terrains et constructions	460	-	-	-	-	-	460
Sorties	-	4	528	1 248	-	-	1 780
Ecart de conversion	(1)	(5)	(43)	(17)	-	-	(66)
A la clôture de l'exercice	(219)	(6 655)	(139 160)	(7 648)	-	-	(153 682)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	8 342	25 852	48 260	3 178	1 987	83	87 702
Valeur nette à la clôture de l'exercice	5 113	25 993	45 877	3 569	2 477	1 826	84 855

	31.12.2010						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	9 426	31 510	178 154	11 074	576	193	230 933
Acquisitions et augmentations	-	193	1 971	660	2 849	598	6 271
Réévaluation des terrains et constructions	(106)	-	-	-	-	-	(106)
Sorties	(390)	-	(1 079)	(619)	(47)	-	(2 135)
Virement de poste à poste	-	-	1 891	208	(1 391)	(708)	-
Ecart de conversion	38	100	212	26	-	-	376
A la clôture de l'exercice	8 968	31 803	181 149	11 349	1 987	83	235 339
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(693)	(4 556)	(125 981)	(7 989)	-	-	(139 219)
Dotations	(396)	(645)	(7 229)	(742)	-	-	(9 012)
Dépréciations nettes	-	(746)	(427)	-	-	-	(1 173)
Réévaluation des terrains et constructions	75	-	-	-	-	-	75
Sorties	390	-	770	575	-	-	1 735
Ecart de conversion	(2)	(4)	(22)	(15)	-	-	(43)
A la clôture de l'exercice	(626)	(5 951)	(132 889)	(8 171)	-	-	(147 637)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	8 733	26 954	52 173	3 085	576	193	91 714
Valeur nette à la clôture de l'exercice	8 342	25 852	48 260	3 178	1 987	83	87 702

Le total des investissements incorporels et corporels s'est donc élevé à 10 607 K€.

Les acquisitions de l'exercice concernent principalement des investissements industriels de capacité et de production.

4.2. Suivi des biens en location-financement

Les biens en location-financement ont fait l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actif correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété. La dette correspondante est enregistrée au passif du bilan.

Au compte de résultat, les loyers contractuels sont éliminés et remplacés par des dotations aux amortissements et des frais financiers.

	31.12.2011			31.12.2010		
	Matériels et outillages industriels	Autres	Total	Matériels et outillages industriels	Autres	Total
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	12 919	566	13 485	12 922	602	13 524
Acquisitions et augmentations	-	138	138	707	172	879
Sorties	(57)	-	(57)	(710)	(208)	(918)
A la clôture de l'exercice	12 862	704	13 566	12 919	566	13 485
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	(3 584)	(216)	(3 800)	(3 104)	(268)	(3 372)
Dotations	(858)	(123)	(981)	(827)	(156)	(983)
Sorties	57	-	57	347	208	555
A la clôture de l'exercice	(4 385)	(339)	(4 724)	(3 584)	(216)	(3 800)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	9 335	350	9 685	9 818	334	10 152
Valeur nette à la clôture de l'exercice	8 477	365	8 842	9 335	350	9 685

4.3. Méthodologie de valorisation

Dépréciations

Conformément au principe énoncé dans la Note 2.2.4, le Groupe a procédé au 31 décembre 2011, pour les UGT présentant un ou plusieurs indices de perte de valeur (Gévelot Extrusion, Dold et Gurtner), ainsi que pour l'UGT intégrant un écart d'acquisition (PCM Group UK), à une comparaison entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés estimés à partir des plans d'activité et d'investissements à trois ans. Les taux de croissance retenus pour l'extrapolation à l'infini des prévisions de flux de trésorerie au-delà de trois ans sont de 2% pour le Secteur Extrusion, 2% pour le Secteur Pompes et 2% pour le Secteur Mécanique.

Les taux d'actualisation appliqués sont de 8,5% pour Gévelot Extrusion, 8% pour Dold en Allemagne, 11% pour le Secteur Pompes et de 11% pour le Secteur Mécanique (respectivement 8,5%, 8%, 11% et 11 % pour les tests réalisés fin 2010) et correspondent au coût moyen du capital après impôt, compte tenu des taux de marché et des primes de risques spécifiques à chaque activité.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à constater de dépréciation en 2011.

La sensibilité des calculs de valeur d'utilité aux variations des différentes hypothèses est indiquée dans le tableau ci-après:

	Valeur comptable de l'UGT	Ecart de valeur entre Test et Comptabilité	Taux d'actualisation	Taux de Croissance à l'infini	Variation flux de Trésorerie
Variation			+0,5%	-0,5%	-10%
Secteur Extrusion					
Gévelot Extrusion	55,8 M€	+3,7 M€	-4,2 M€	-3,5 M€	-5,9 M€
Dold	23,5 M€	+2,2 M€	-2,2 M€	-1,9 M€	-2,6 M€
Total Secteur Extrusion	79,3 M€	+5,9 M€	-6,4 M€	-5,4 M€	-8,5 M€
Secteur Pompes					
PCM Group UK	1,6 M€	+0,2 M€	-0,1 M€	-0,1 M€	-0,2 M€

En l'absence d'indice de perte de valeur sur le Secteur Pompes, aucun test de valeur n'a été réalisé sur ce secteur excepté pour PCM Group UK.

La sensibilité des calculs de la valeur d'utilité n'est pas applicable pour la filiale Gurtner, les actifs immobilisés ayant déjà été dépréciés jusqu'à leur valeur vénale, qui constitue un seuil minimum de valeur recouvrable.

Une baisse du flux normalif terminal (hypothèse clé) de 7% sur Gévelot Extrusion et de 9% sur Dold conduirait à une absence de marge entre les valeurs d'utilité et les valeurs des actifs testés.

4.4. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Le Groupe a signé le 4 juillet 2011 une promesse unilatérale de vente concernant un immeuble sis à Vanves (Hauts-de-Seine) et occupé par des services de notre Filiale PCM. Ces locaux ont été libérés de tout occupant au cours du deuxième semestre 2011. La signature définitive de l'acte de vente a eu lieu le 6 février 2012.

En application de la Norme IFRS 5, ce bien, figurant en "immobilisations corporelles" au 31 décembre 2010 pour 3,2 M€, a été reclassé en "actifs non courants détenus en vue de la vente" au 31 décembre 2011. Il figure en bas de bilan pour 4,3 M€ suite à la réévaluation en fonction du prix de vente, conformément aux modalités d'application par le Groupe d'IAS 16. Cette réévaluation est comptabilisée dans les "autres éléments du résultat global" de l'exercice 2011.³²

Note n° 5 : Participations dans des entreprises associées

Les participations mises en équivalence concernent :

(en milliers d'euros)		31.12.2010	Résultats de l'exercice	Dividendes	Variation de périmètre	Ecart de conversion	31.12.2011
Kudu Industries Inc.	KEUR	8 727	880	(123)	-	95	9 579
Ensival Moret Asia Pte Ltd./ Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	KEUR	803	-	-	(787)	(16)	-
Total		9 530	880	(123)	(787)	79	9 579

Les principales données financières relatives aux Sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en milliers de devises)		Total Bilan		Chiffres d'affaires		Capitaux propres		Résultat de l'exercice	
		31.12.2011	31.12.2010	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2011	31.12.2010
Kudu Industries Inc.	KCAD	62 961	49 852	114 579	92 667	28 129	25 838	2 691	2 634
	<i>En K€</i>	47 643	37 419	83 299	67 814	21 285	19 394	1 956	1 928

Des contrats de distribution lient la Société PCM à sa participation Kudu Industries Inc. concernant la fourniture de pompes.

Le chiffre d'affaires de Kudu Industries Inc. est constitué pour près du quart de produits en provenance de PCM.

PCM a cédé fin 2011 la participation qu'elle détenait dans la Société Ensival Moret Asia pour un montant de 500 K€.

La moins-value nette de 287 K€ dégagée lors de cette opération, figure en résultat opérationnel (Note 20.4).

Note n° 6 : Titres de participation non consolidés

Sociétés porteuses		Participations		Valeur des Titres détenus	Dépréciation
Gévelot S.A.	Techniques de Fixation (en cours de liquidation)	% Participation	22,72%	0	0
		Capitaux propres	NC		
		Résultat 2011	NC		

Note n° 7 : Actifs financiers

	2011	2010
Non courants		
Autres titres immobilisés	2	3
Prêts	427	491
Autres	863	898
Total actifs financiers non courants	1 292	1 392
Courants		
Prêts	153	97
Dépôts bancaires à terme à plus de trois mois	3 500	-
Total actifs financiers courants	3 653	97
Total des actifs financiers	4 945	1 489

Les prêts correspondent à des prêts aux salariés dans le cadre des aides à la construction dont la durée de remboursement est de 20 ans. Ces prêts à taux nuls sont actualisés à la date de mise en place pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

Les dépôts bancaires à terme à plus de trois mois correspondent à des placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne sont pas reconnus comme de la Trésorerie, bien qu'ils soient parfaitement liquides et sans risques.

Note n° 8 : Stocks et en-cours

	2011	2010
. Matières premières et autres approvisionnements	18 925	14 836
. En-cours de production	7 575	6 160
. Produits intermédiaires et finis	10 341	9 598
. Marchandises	2 494	2 017
Montant brut	39 335	32 611
. Matières premières et autres approvisionnements	(2 107)	(2 039)
. En-cours de production	(338)	(498)
. Produits intermédiaires et finis	(722)	(1 009)
. Marchandises	(38)	(45)
Dépréciations	(3 205)	(3 591)
Total	36 130	29 020

L'augmentation des stocks de matières premières provient essentiellement du Secteur Pompes et résulte de l'accroissement de l'activité.

Note n° 9 : Créances clients et comptes rattachés

	2011	2010
Montant brut	51 898	35 402
Dépréciations	(1 625)	(1 243)
Total	50 273	34 159

Les conditions de couverture de risques de crédit sont mentionnées dans le Rapport de Gestion.

Du fait de la domination par un faible nombre d'acteurs des marchés sur lesquels le groupe opère (dans le secteur de l'Automobile principalement), le Groupe réalise une part significative de son chiffre d'affaires consolidé avec des clients importants représentant individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé. La part du chiffre d'affaires sectoriel réalisé avec ces clients importants représente 53,9% pour le secteur Extrusion en 2011.

De même, dans le secteur Pompes, une part du chiffre d'affaires supérieure à 10% est réalisée avec un client important, la société Kudu, entreprise canadienne liée et consolidée par mise en équivalence (Note 27).

L'accroissement du poste clients concerne principalement le Secteur Pompes et est dû essentiellement à des retards de règlements des Grands Clients export.

Note n° 10 : Autres débiteurs

	2011	2010
Avances et acomptes versés sur commandes	343	502
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	1 997	1 531
Personnel	75	75
Fournisseurs débiteurs	576	168
Débiteurs divers	905	1 122
Charges constatées d'avance	988	1 090
Total	4 884	4 488

Note n° 11 : Trésorerie et équivalents de Trésorerie

	2011	2010
Liquidités	19 284	21 968
Certificats de dépôt et Dépôts à terme	1 543	1 000
SICAV et Fonds communs de placement monétaires euro	1 458	13 528
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	22 285	36 496

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur et sont d'échéance à court terme.
Les taux des certificats de dépôts et dépôts à terme sont compris entre 1,57% et 2,41%.

Au sein du tableau consolidé des flux de Trésorerie, la Trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2011	2010
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	22 285	36 496
Découverts bancaires	Note 15 (9 976)	(3 665)
Trésorerie nette à la clôture	12 309	32 831

Les découverts bancaires correspondent pour l'essentiel à la mobilisation de créances commerciales à court terme.

Note n° 12 : Autres créditeurs

	2011	2010
Avances et acomptes reçus sur commandes	838	411
Dettes fiscales hors impôts sur les sociétés, Personnel et Organismes Sociaux	13 754	13 425
Créditeurs divers	2 811	1 996
Produits constatés d'avance	1 291	1 536
Total	18 694	17 368

Note n° 13 : Provisions

	01.01.2011	Dotations	Reprises		Total	31.12.2011		
			provision utilisée	provision non utilisée		A moins d'un an	A plus d'un an	
Provisions pour risques								
. Provisions pour litiges sociaux	465	56	(211)	-	310	26	284	
. Autres provisions pour risques	408	2 453	(1)	(5)	2 855 (*)	2 452	403	
Total	873	2 509	(212)	(5)	3 165	2 478	687	
Provisions pour charges								
. Autres provisions pour charges	1 317	504	(350)	(188)	1 283 (**)	804	479	
. Provisions pour restructuration	1 809	128	(1 293)	(209)	435	435	-	
. Provisions pour retraites (Note 14)	3 416	457	(249)	(23)	3 601	-	3 601	
. Provisions pour médailles du Travail	261	3	(5)	-	259	-	259	
Total	6 803	1 092	(1 897)	(420)	5 578	1 239	4 339	
Total provisions	7 676	3 601	(2 109)	(425)	8 743	3 717	5 026	

(*) Les autres provisions pour risques comprennent notamment un risque qualité pour 0,4 M€ et la constatation de risques pays pour 2,3 M€.

(**) Les autres provisions pour charges comprennent :

- provisions pour charges liées à l'exploitation	349	162
- provisions pour charges de nature sociale	279	67
- provisions pour charges de nature commerciale	689	1 054
	<u>1 317</u>	<u>1 283</u>

Note n° 14 : Avantages au Personnel

Le Groupe accorde des avantages postérieurs à l'emploi à son personnel employé en France et en Allemagne. Ces charges sont comptabilisées :

- en résultat opérationnel courant pour le coût des services rendus, les prestations payées et les amortissements des services passés non acquis et des écarts actuariels;
- en résultat opérationnel pour les réductions/liquidations du régime;
- en autres produits et charges financiers pour l'actualisation des droits acquis et le rendement attendu des actifs.

Indemnités de Fin de Carrière

	France	Allemagne	2011	2010
Provision au bilan				
Valeur actualisée des obligations couvertes	4 788	2 082	6 870	6 460
Juste valeur des actifs du régime	(3 151)	-	(3 151)	(3 190)
Sous-total	1 637	2 082	3 719	3 270
Services passés non acquis non comptabilisés (changement de régime)	(542)	-	(542)	(591)
Gains/(Pertes) actuariels non comptabilisés	424	-	424	737
Provision comptabilisée au bilan	1 519	2 082	3 601	3 416
Valeur actualisée des obligations couvertes				
A l'ouverture de l'exercice	4 485	1 975	6 460	5 446
Coût des services rendus	218	63	281	243
Coût financier	204	90	294	258
Prestations payées	(409)	(46)	(455)	(219)
Réduction / liquidation du régime	-	-	-	(170)
Changement de régime	-	-	-	616
Ecart actuariel de la période	290	-	290	286
Valeur actualisée des obligations couvertes	4 788	2 082	6 870	6 460
Juste valeur des actifs du régime				
A l'ouverture de l'exercice	3 190	747	3 937	4 531
Rendement effectif	110	7	117	162
Cotisations	260	-	260	39
Remboursement exceptionnel	-	-	-	(576)
Prestations payées	(409)	(69)	(478)	(219)
Juste valeur des actifs du régime	3 151	685	3 836	3 937
Variation des provisions				
A l'ouverture de l'exercice	1 441	1 975	3 416	2 721
Charges / (produits) de l'exercice	338	107	445	119
Décassements	(260)	-	(260)	-
Remboursement exceptionnel	-	-	-	576
Variation des provisions	1 519	2 082	3 601	3 416
Charge totale comptabilisée en résultat				
Coût des services rendus	218	63	281	243
Coût financier	204	90	294	258
Prestations payées	-	(46)	(46)	(44)
Rendement effectif	(110)	-	(110)	(138)
Réduction / liquidation du régime	-	-	-	(170)
Services passés non acquis comptabilisés	49	-	49	25
Ecart actuariel comptabilisé (corridor)	(23)	-	(23)	(55)
Charge / (produit) comptabilisé(e) en résultat	338	107	445	119

Hypothèses actuarielles principales

- Taux d'actualisation	4,50%	4,50%
- Taux d'augmentation des salaires	2,50%	0%
- Age de départ à la retraite	62 ans (non cadres), 64 ans (cadres)	65 ans
- Taux de rendement attendu des actifs	4,00%	4,50%

Evolution de l'écart actuariel non comptabilisé

	Ecart actuariel 2011	Ecart actuariel 2010
Analyse des variations de l'écart actuariel non comptabilisé		
Stock des écarts actuariels en début de période	737K€	1 078K€
Amortissement de l'année	-23K€	-55K€
Ecart de l'année	-290K€	-286K€
Stock des écarts actuariels en fin de période	424K€	737K€

Les évaluations des engagements de retraite sont réalisées par des actuaires indépendants.

Les médailles du travail versées par les sociétés du Groupe à leur personnel font l'objet d'une provision calculée par un actuaire indépendant (voir note n° 13).

En application d'IAS 19.104A, les actifs de Dold sont comptabilisés en actifs distincts. Le montant au 31/12/2011 s'élève à 685 K€ et figure en "actifs financiers non courants".

Note n° 15 : Passifs financiers

15.1. Passifs financiers

	2011	2010
Non courants		
Emprunts bancaires	6 005	9 628
Emprunts et dettes financières divers	156	180
Total passifs financiers non courants	6 161	9 808
Courants		
Emprunts bancaires	3 693	5 772
Emprunts et dettes financières divers	-	1
Instruments dérivés	710	10
Découverts bancaires	9 976	3 665
Total passifs financiers courants	14 379	9 448
Total des passifs financiers	20 540	19 256

Les découverts bancaires correspondent à la mobilisation de créances commerciales à court terme pour 9,8 M€ et au recours à des lignes de crédit à court terme pour 0,2 M€.

Le Groupe a reçu des aides à l'innovation de la part de OSEO Innovation. Ces aides sont d'échéance échelonnées entre 2012 et 2016 et figurent en "emprunts bancaires".

A fin 2011, ces aides à l'innovation comprennent une partie remboursable pour 0,4 M€ et une partie conditionnée pour 0,5 M€.

Ces aides à taux nuls sont actualisées à la date de mise en place pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

15.2. Variations des passifs financiers

	01.01.2011	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2011
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	15 410	(6 548)	1 546	10 408
Emprunts et dettes financières divers	181	(41)	16	156
Passifs financiers (hors découverts)	15 591	(6 589)	1 562	10 564
Découverts bancaires	3 665	(3 665)	9 976	9 976
Total	19 256	(10 254)	11 538	20 540

15.3. Ventilation des passifs financiers par échéance

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	10 408	15 410	4 406	5 782	5 982	9 205	20	423
Emprunts et dettes financières divers	156	181	16	1	140	180	-	-
Découverts bancaires	9 976	3 665	9 976	3 665	-	-	-	-
Total	20 540	19 256	14 398	9 448	6 122	9 385	20	423

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont couverts par des sûretés réelles à hauteur de 1,4 M€.

15.4. Suivi des passifs financiers liés à la location-financement

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Dettes et Crédits Bailleurs	4 913	6 830	2 132	2 041	2 761	4 683	20	106
Total	4 913	6 830	2 132	2 041	2 761	4 683	20	106

15.5. Ventilation des passifs financiers par principales devises

	Total		Euros		Dollars américains		Rial Omani	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	10 408	15 410	10 408	15 410	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	156	181	140	181	-	-	16	-
Découverts bancaires	9 976	3 665	9 976	3 655	-	10	-	-
Total	20 540	19 256	20 524	19 246	-	10	16	-

15.6. Ventilation des passifs financiers par nature de taux

	2011	2010
Taux variables couverts	-	950
Taux variables non couverts (*)	1 555	2 225
Taux fixes	4 067	5 575
Intérêts	29	11
Découverts	9 976	3 665
Location-financement (taux fixes)	4 913	6 830
Total	20 540	19 256

(*) les emprunts à taux variables non couverts sont d'échéances échelonnées entre 2012 et 2015.

Les taux d'intérêt moyens pondérés sont Euribor 3M + 2,30 pour les emprunts à taux variables non couverts.
Pour les emprunts à taux fixes, les taux d'intérêt se situent entre 4% et 5,5%.

Note n° 16 : Impôts

16.1. Impôts exigibles

	01.01.2011	Paielements	Acomptes	Crédit d'impôt recherche	Charge exercice	31.12.2011
Actif	-	(25)	(4 294)	(834)	4 107	(1 046)
Passif	3 760	(3 751)	(1 030)	-	1 922	901
Total					6 029	

16.2. Impôts différés

	01.01.2011	Résultat	Mouvements Capitaux Propres	Divers (dont écart de conversion)	31.12.2011
Impôts différés actifs	(2 913)	(170)	-	6	(3 077)
Impôts différés passifs	12 835	646	377	21	13 879
Total	9 922	476	377	27	10 802

Les impôts différés actifs proviennent essentiellement des provisions pour retraites et engagements assimilés (0,6 M€), des décalages temporaires fiscaux (1,9 M€) et des éliminations de marges sur stocks (0,4).

Les impôts différés passifs émanent principalement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés (7,2 M€), des retraitements des contrats de location-financement (1,4 M€) et des provisions réglementées (4,3 M€).

16.3. Impôts sur les résultats

La ventilation des impôts au compte de résultat est la suivante :

	2011	2010
Impôts exigibles	6 029	4 824
Impôts différés *	476	(492)
Total	6 505	4 332

* La charge / Le produit d'impôt différé s'analyse comme suit :

- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	239	(281)
- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-	(411)
- Charges sur reprises de provisions réglementées et divers taxes et impôts	154	269
- Autres produits et charges divers	59	(167)
- Déficit reportables	244	583
- Autres différences temporaires	(220)	(485)
Total charge / (produit) d'impôt différé	476	(492)

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant :

	2011
Résultat courant avant impôt des entreprises intégrées	19 349
Charge / produit d'impôt théorique en France	(4 131)
Charge / produit d'impôt théorique en Allemagne	(1 646)
Charge / produit d'impôt théorique en Angleterre	(91)
Charge / produit d'impôt théorique en Italie	13
Charge / produit d'impôt théorique en Amérique	(546)
Charge / produit d'impôt théorique en Chine	(34)
Charge / produit d'impôt théorique en Oman	65
Total charge / produit d'impôt théorique	(6 370)
Impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables	(135)
Charge / produit d'impôt effectif(ve) sur les activités courantes	(6 505)
Résultat net des entreprises intégrées	12 844

L'impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables intègre essentiellement des décalages permanents

Taux d'impôt sur les Sociétés (Exercice 2011 et ultérieurs)

France	34,43%	Chine	25,00%
Allemagne	28,25%	Italie	31,40%
Amérique	34,00%	Oman	12,00%
Angleterre	25,00%		

Note n° 17 : Produits de l'activité courante

	France	Etranger	2011	2010
Ventes de marchandises	2 117	8 546	10 663	9 541
Production vendue :				
. de biens	86 737	117 761	204 498	177 854
. de services	1 444	4 179	5 623	2 233
Chiffre d'affaires	90 298	130 486	220 784	189 628
Subventions d'exploitation			985	888
Autres produits			629	1 187
Autres produits de l'activité courante			1 614	2 075
Total des produits de l'activité courante			222 398	191 703

Les "subventions d'exploitation" correspondent principalement aux crédits d'impôt recherche.

Note n° 18 : Charges opérationnelles courantes

			2011	2010
Production stockée			(1 823)	28
Production immobilisée			(1 655)	(917)
Achats de marchandises			6 558	4 908
Variations de stocks marchandises			(1 605)	104
Achats de matières premières et autres approvisionnements			76 488	59 185
Variations de stocks matières premières et autres approvisionnements			(3 095)	(2 327)
Autres achats et charges externes			43 965	36 189
Charges de personnel			64 021	60 683
Impôts, taxes et versements assimilés			4 808	3 900
Dotations aux amortissements et aux provisions :				
. Sur immobilisations - dotations aux amortissements	Note 4		9 644	10 330
. Sur actif non courant - dotations / reprises sur provisions liées aux pertes de valeur	Note 4		-	1 195
. Sur actif courant - dotations aux provisions			1 178	1 253
. Pour risques et charges - dotations aux provisions			2 649	439
Autres charges			490	549
Total des charges opérationnelles courantes			201 623	175 519

Note n° 19 : Résultat financier

			2011	2010
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie			219	84
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			81	56
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			300	140
Charges d'intérêts sur opérations de financement			627	659
Coût de l'endettement financier brut			627	659
Coût de l'endettement financier net			(327)	(519)
Produits sur instruments financiers			-	31
Produits financiers d'actualisation			73	221
Variation positive de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur			18	4
Gains de change			553	216
Autres produits financiers			82	156
Total des autres produits financiers			726	628
Pertes sur instruments financiers			-	-
Charges financières d'actualisation			273	201
Variation négative de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur			25	110
Pertes de change			897	324
Autres charges financières			129	19
Total des autres charges financières			1 324	654
Résultat des autres produits et charges financiers			(598)	(26)
Résultat financier			(925)	(545)

Note n° 20 : Informations sectorielles

20.1. Ventilation des immobilisations par secteurs d'activité

	Au 31.12.2011				Total	Au 31.12.2010				Total
	Extrusion	Pompes	Mécanique	Autres activités		Extrusion	Pompes	Mécanique	Autres activités	
Ecart d'acquisition (1)	-	950	-	-	950	-	923	-	-	923
Sous-total incorporelles	7 862	5 794	1 334	40	15 030	6 250	6 087	1 328	40	13 705
Terrains et constructions	20 958	10 694	4 903	1 425	37 980	20 523	11 812	4 896	3 540	40 771
Matériels industriels et divers	161 867	26 609	7 564	214	196 254	159 279	25 712	7 359	148	192 498
Immob.corporelles en cours	1 374	1 097	6	-	2 477	1 110	800	5	72	1 987
Avances et acomptes	1 815	-	11	-	1 826	83	-	-	-	83
Sous-total corporelles	186 014	38 400	12 484	1 639	238 537	180 995	38 324	12 260	3 760	235 339
Valeurs brutes	193 876	45 144	13 818	1 679	254 517	187 245	45 334	13 588	3 800	249 967
Amortissements / Dépréciations cumulés	133 629	18 054	11 425	260	163 368	126 816	18 312	11 265	211	156 604
Valeurs nettes	60 247	27 090	2 393	1 419	91 149	60 429	27 022	2 323	3 589	93 363
Dotations de l'exercice	7 425	1 895	274	50	9 644	7 648	2 045	1 517	315	11 525
Total bilan par secteurs d'activité	104 108	94 457	11 087	58 894		98 639	84 465	9 526	61 740	

(1) concerne PCM Group UK Ltd.

Des terrains et constructions, propriété de Gévelot S.A. et mis à la disposition des Filiales, ont été affectés au secteur Extrusion pour 11,4 M€ et au secteur Pompes pour 2,3 M€.

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2011 à :

Extrusion à froid & Usinage :	7 165 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	2 967 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	344 K€
Autres activités :	131 K€
	<u>10 607 K€</u>

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2010 à :

Extrusion à froid & Usinage :	4 625 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	2 545 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	64 K€
Autres activités :	118 K€
	<u>7 352 K€</u>

20.2. Variation des passifs financiers par secteurs d'activité

	01.01.2011	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2011
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)				
Extrusion à froid & Usinage	15 095	(6 344)	692	9 443
Pompes / Technologie des Fluides	10	(22)	820	808
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	282	(166)	34	150
Autres activités	23	(16)	-	7
Sous-total	15 410	(6 548)	1 546	10 408
Emprunts et dettes financières divers	181	(41)	16	156
Découverts bancaires				
Extrusion à froid & Usinage	3 646	(3 646)	9 581	9 581
Pompes / Technologie des Fluides	19	(19)	3	3
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	-	-	391	391
Autres activités	-	-	1	1
Sous-total	3 665	(3 665)	9 976	9 976
Total	19 256	(10 254)	11 538	20 540

20.3. Chiffres d'affaires consolidés par secteurs d'activité

	31.12.2011			31.12.2010		
	Hors Groupe	Intra Groupe	Total	Hors Groupe	Intra Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	110 078	381	110 459	98 284	430	98 714
Pompes / Technologie des fluides	94 808	10 490	105 298	76 761	6 376	83 137
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	15 897	-	15 897	14 510	-	14 510
Autres activités	1	3 493	3 494	73	3 342	3 415
Eliminations et réconciliations	-	(14 364)	(14 364)	-	(10 148)	(10 148)
Total	220 784	-	220 784	189 628	-	189 628

20.4. Résultats par secteurs d'activité

Résultat opérationnel courant

	2011			2010		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	9 159	(2 536)	6 623	5 443	(2 520)	2 923
Pompes / Technologie des fluides	12 595	(996)	11 599	13 226	(797)	12 429
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	1 391	(69)	1 322	245	(68)	177
Autres activités	(2 370)	3 601	1 231	(2 730)	3 385	655
Total	20 775	-	20 775	16 184	-	16 184

Transition du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel	Extrusion	Pompes	Mécanique	Autres activités	Total 2011	Total 2010
Résultat opérationnel courant	6 623	11 599	1 322	1 231	20 775	16 184
Autres produits opérationnels	80	22	59	2	163	104
Litiges sociaux	(64)	-	(100)	-	(164)	(307)
Litiges commerciaux	-	(180)	-	-	(180)	(500)
Charges de restructuration	-	200	-	-	200	(1 699)
Cession Ensival Moret Asia	-	(287)	-	-	(287)	-
Autres charges opérationnelles	(112)	(121)	-	-	(233)	(485)
Résultat opérationnel	6 527	11 233	1 281	1 233	20 274	13 297

En 2010, les charges de restructuration correspondaient à des plans d'adaptation mis en place dans le Secteur Extrusion (Allemagne) et, pour le Secteur Pompes, à un redéploiement des activités du site de Vanves vers les autres sites de PCM dans le cadre d'un plan détaillé et formalisé.

Résultat opérationnel

	2011			2010		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	9 063	(2 536)	6 527	4 602	(2 520)	2 082
Pompes / Technologie des fluides	12 229	(996)	11 233	11 512	(797)	10 715
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	1 350	(69)	1 281	133	(68)	65
Autres activités	(2 368)	3 601	1 233	(2 950)	3 385	435
Total	20 274	-	20 274	13 297	-	13 297

Résultat courant avant impôts des entreprises intégrées

	2011			2010		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	8 334	(2 536)	5 798	4 076	(2 520)	1 556
Pompes / Technologie des fluides	11 934	(996)	10 938	11 412	(797)	10 615
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	1 297	(69)	1 228	146	(68)	78
Autres activités	(2 216)	3 601	1 385	(2 882)	3 385	503
Total	19 349	-	19 349	12 752	-	12 752

Résultat net de l'ensemble consolidé

	2011			2010		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Extrusion à froid & Usinage	5 944	(1 663)	4 281	2 830	(1 652)	1 178
Pompes / Technologie des fluides	8 525	(653)	7 872	7 843	(523)	7 320
<i>dont Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence</i>	<i>880</i>		<i>880</i>	<i>491</i>		<i>491</i>
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	1 141	(45)	1 096	375	(45)	330
Autres activités	(1 886)	2 361	475	(2 137)	2 220	83
Total	13 724	-	13 724	8 911	-	8 911

20.5. Ventilation des immobilisations par zones géographiques

	Au 31.12.2011				Au 31.12.2010			
	France	Allemagne	Autres pays	Total	France	Allemagne	Autres pays	Total
Ecart d'acquisition (1)	-	-	950	950	-	-	923	923
Sous-total incorporelles	11 513	3 344	173	15 030	11 312	2 345	48	13 705
Terrains et constructions	27 238	8 374	2 368	37 980	30 407	8 075	2 289	40 771
Matériels industriels et divers	146 739	45 537	3 978	196 254	143 651	45 322	3 525	192 498
Immob.corporelles en cours	2 315	162	-	2 477	1 938	49	-	1 987
Avances et acomptes	1 063	763	-	1 826	83	-	-	83
Sous-total corporelles	177 355	54 836	6 346	238 537	176 079	53 446	5 814	235 339
Valeurs brutes	188 868	58 180	7 469	254 517	187 391	55 791	6 785	249 967
Amortissements / Dépréciations cumulés	125 021	36 959	1 388	163 368	120 672	34 934	998	156 604
Valeurs nettes	63 847	21 221	6 081	91 149	66 719	20 857	5 787	93 363
Dotations de l'exercice	6 875	2 422	347	9 644	8 336	2 821	368	11 525

(1) concerne PCM Group UK Ltd.

20.6. Chiffres d'affaires consolidés par zones géographiques

	31.12.2011		31.12.2010	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
France	90 298	40,9%	82 132	43,3%
. Allemagne	34 427		29 884	
. Autres pays de l'Union Européenne	28 512		27 622	
. Autres pays d'Europe	1 828		2 325	
. Amérique	25 496		21 034	
. Autres zones géographiques	40 223		26 631	
Etranger	130 486	59,1%	107 496	56,7%
Total	220 784	100,0%	189 628	100,0%

Note n° 21 : Recherche et développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et Développement se sont élevées à 3 352 K€. Sur ces dépenses, 1 654 K€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Note n° 22 : Instruments financiers

	31.12.2011		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
	Valeur au bilan	Juste valeur					
- Actifs financiers non courants	1 292	1 292	-	-	1 292	-	-
- Créances clients et comptes rattachés	50 273	50 273	-	-	50 273	-	-
- Autres débiteurs	4 884	4 884	-	-	4 884	-	-
- Actifs financiers courants	3 653	3 653	3 500	-	153	-	-
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 285	22 285	22 285	-	-	-	-
- Actifs non courants détenus en vue de la vente	4 300	4 300	-	4 300	-	-	-
Actifs	86 687	86 687	25 785	4 300	56 602	-	-
- Passifs financiers non courants	6 161	6 161	-	-	-	6 161	-
- Dettes fournisseurs d'exploitation	22 799	22 799	-	-	22 799	-	-
- Dettes fournisseurs d'immobilisations	1 274	1 274	-	-	1 274	-	-
- Autres créditeurs	18 694	18 694	-	-	18 694	-	-
- Passifs financiers courants	14 379	14 379	-	-	-	13 669	710
Passifs	63 307	63 307	-	-	42 767	19 830	710

	31.12.2010		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
	Valeur au bilan	Juste valeur					
- Actifs financiers non courants	1 392	1 392	-	-	1 392	-	-
- Créances clients et comptes rattachés	34 159	34 159	-	-	34 159	-	-
- Autres débiteurs	4 488	4 488	-	-	4 488	-	-
- Actifs financiers courants	97	97	-	-	97	-	-
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 496	36 496	36 496	-	-	-	-
- Actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-	-
Actifs	76 632	76 632	36 496	-	40 136	-	-
- Passifs financiers non courants	9 808	9 808	-	-	-	9 808	-
- Dettes fournisseurs d'exploitation	19 956	19 956	-	-	19 956	-	-
- Dettes fournisseurs d'immobilisations	1 531	1 531	-	-	1 531	-	-
- Autres créditeurs	17 368	17 368	-	-	17 368	-	-
- Passifs financiers courants	9 448	9 448	-	-	-	9 438	10
Passifs	58 111	58 111	-	-	38 855	19 246	10

La juste valeur de la "trésorerie et équivalents de trésorerie" est assimilée à leur valeur comptable compte tenu de leur maturité très courte. Les "actifs financiers courants" comptabilisés en juste valeur par résultat correspondent aux comptes à terme reclassés du fait de leur exclusion de la trésorerie.

Les "actifs non courants détenus en vue de la vente" classés en "actifs disponibles à la vente" sont évalués à leur juste valeur en fonction du prix de vente.

Actifs et passifs financiers classés en "prêts, créances et autres dettes" :

- Les "actifs financiers non courants" et les "actifs financiers courants" sont évalués au coût amorti.

- La juste valeur des "créances clients et comptes rattachés" et des "autres débiteurs", ainsi que des "dettes fournisseurs d'exploitation", des "dettes fournisseurs d'immobilisations" et des "autres créditeurs" est assimilée à leur valeur au bilan, y compris des éventuelles dépréciations, compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement.

Les "passifs financiers non courants" et les "passifs financiers courants" sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE)

Les instruments dérivés s'entendent des outils financiers utilisés par la société pour couvrir ses risques de change. Les contrats de change consistent en achats et ventes à terme de devises.

Gestion des risques financiers

Hormis sur ses emprunts à taux variables, le Groupe n'a pas de risque de marché significatif sur ses dettes et créances financières et sur ses valeurs mobilières de placement. Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement partiellement basées sur des actions mais pour lesquelles le risque de perte de valeur est globalement négligeable au regard des très faibles durées de détention et des garanties fournies. Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Le Groupe rencontre quelques risques de change dans ses exportations. Ces risques, lorsqu'ils sont significatifs, sont généralement couverts par des opérations de couverture de change (achats/ventes de devises à terme).

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité et afin de financer les projets de développements, le Groupe poursuit une politique de refinancement proactive et de gestion prudente de la trésorerie. Au 31 décembre 2011, la structure financière nette est positive et s'élève à 5 398 K€.

Le rapport de Gestion donne des informations complémentaires sur la gestion des risques du Groupe.

Note n° 23 : Contrats de location

Type de Contrat	Total des paiements futurs	Valeur actualisée	Valeur nette des sous-jacents	Devise	Durée résiduelle moyenne	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux d'intérêt	Taux d'actualisation
Location simple - Exploitation	374	367		Euro	1,5 an	313	61	-	n/a	5,00%
Location simple - Hors Exploitation	1 119	1 053		Euro	1,5 an	546	573	-	n/a	5,00%
Location-financement	4 887	4 622	8 842	Euro	2,5 ans	2 292	2 595	-	3,70%	5,00%

Les contrats de location simples sont des contrats de location de durées comprises entre 3 ans et 10 ans.

L'Exploitation s'entend essentiellement des locations d'espaces de stockage et d'engin de manutention.

Le Hors exploitation comprend les parcs de matériels informatiques et de machines de bureau ainsi que les véhicules de société.

La Location-financement correspond pour la très grande part à du matériel de production de Gévelot Extrusion (presses, matériel industriel).

Il a été comptabilisé une charge d'environ 1,1 Million d'Euros sur l'exercice 2011 au titre des contrats de location simple.

Note n° 24 : Rémunération des dirigeants

	2011	2010
Avantages à court terme (hors charges sociales)	685	568
Charges sociales	215	162
Total	900	730

Les Dirigeants sont les Membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale de Gévelot S.A..

La rémunération comprend le salaire brut, les primes, les avantages en nature et les jetons de présence.

Les Mandataires Sociaux ne bénéficient d'aucun système spécifique de retraite.

Note n° 25 : Effectif moyen

	2011	2010
Dirigeants et Cadres	197	202
Agents de maîtrise, employés et ouvriers	998	973
Total	1 195	1 175
Personnel intérimaire	130	112

Note n° 26 : Engagements hors bilan

Engagements donnés

	2011	2010
Avals, cautions et garanties	1 284	2 063
Total	1 284	2 063

Engagements reçus

	2011	2010
Avals, cautions et garanties	2 711	3 458
Total	2 711	3 458

Droit Individuel à la Formation :

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt heures.

Le nombre d'heures accumulées non consommées à fin 2011 s'élève à 80 726 heures contre 83 251 heures à fin 2010. 1 254 heures ont été consommées au cours de l'exercice 2011.

Aucune provision n'a été constatée, les actions de formation étant entièrement prises en charge par notre Organisme Paritaire Collecteur Agréé.

Note n° 27 : Entreprises liées

(en milliers d'euros)	2011		2010	
	Montant des transactions	Montant des soldes	Montant des transactions	Montant des soldes
Immobilisations	-	-	-	-
Créances	-	3 617	-	1 577
Dettes	-	63	-	117
Charges	1 835	-	1 828	-
Produits	13 718	-	13 401	-

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessus sont relatives aux opérations courantes réalisées avec la société Kudu et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec les Parties liées Personnes physiques (Administrateurs, Mandataires Sociaux et les Membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

Note n° 28 : Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux

(en euros)	PRICEWATERHOUSECOOPERS				C.R.E.A.			
	2011		2010		2011		2010	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	94 100	100%	96 000	100%	110 500	100%	116 000	100%
<i>Emetteur</i>	64 500	69%	67 000	70%	64 500	58%	67 000	58%
<i>Filiales intégrées globalement</i>	29 600	31%	29 000	30%	46 000	42%	49 000	42%
Prestations directement liées à la mission de Commissaire aux Comptes	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Emetteur</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	94 100	100%	96 000	100%	110 500	100%	116 000	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	94 100	100%	96 000	100%	110 500	100%	116 000	100%

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

C R E A

Cabinet ROUSSEL & Associés

Membre de IGAF Polaris
37, avenue de Friedland
75008 PARIS

Commissaires aux comptes

Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires

Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Gévelot SA tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 2.2.4 de l'annexe, la valeur recouvrable des actifs immobilisés amortissables regroupés par unité génératrice de trésorerie est comparée à la valeur nette comptable lorsqu'apparaissent des indices de perte de valeur. En 2011, les tests ainsi réalisés n'ont pas conduit à constater de nouvelles pertes de valeur (note 4.3 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié la conformité de l'approche retenue avec le référentiel IFRS ainsi que la correcte application des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur décrites dans l'annexe. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre RIOU

CREA
Bernard ROUSSEL

Comptes Sociaux au 31 décembre 2011

Bilan au 31 décembre 2011

ACTIF (en milliers d'euros)	Montant brut au 31.12.2011	Amortissements ou Dépréciations	Montant net au 31.12.2011	Montant net au 31.12.2010
ACTIF IMMOBILISE (I)				
Immobilisations incorporelles (A)				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	40	29	11	13
Total A	40	29	11	13
Immobilisations corporelles (B)				
Terrains	3 058	145	2 913	2 916
Constructions	15 552	9 553	5 999	6 103
Autres	181	80	101	50
Immobilisation corporelles en cours	-	-	-	72
Avances et acomptes	-	-	-	-
Total B	18 791	9 778	9 013	9 141
Immobilisations financières (C) (1)				
Participations	44 021	-	44 021	44 021
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Prêts	37	-	37	52
Autres (3)	161	-	161	484
Total C	44 219	-	44 219	44 557
Total Actif immobilisé (I) (A + B + C)	63 050	9 807	53 243	53 711
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	193	-	193	114
Autres	1 179	-	1 179	2 399
Valeurs mobilières de placement	6 336	-	6 336	6 927
Disponibilités	3 011	-	3 011	6 054
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance (2)	33	-	33	59
Total Actif circulant (II)	10 752	-	10 752	15 553
Ecart de conversion actif (III)	-	-	-	-
Total général (I + II + III)	73 802	9 807	63 995	69 264

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

(3) Dont actions propres

151 491

95 106

151 474

PASSIF (en milliers d'euros)	Avant affectation		Après affectation	
	Montant net au 31.12.2011	Montant net au 31.12.2010	Montant net au 31.12.2011 (a)	Montant net au 31.12.2010 (b)
CAPITAUX PROPRES (I)				
Capital	31 926	33 514	31 926	33 514
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves :				
. Réserve légale	3 180	3 090	3 193	3 180
. Autres	12 517	13 000	12 517	13 000
Report à nouveau	2 989	2 918	3 790	2 984
Résultat de l'exercice	2 451	1 798	-	-
Sous-total : situation nette	53 063	54 320	51 426	52 678
Subvention d'investissement	5	7	5	7
Provisions réglementées	2 317	2 040	2 317	2 040
Total de l'ensemble des Capitaux Propres (I)	55 385	56 367	53 748	54 725
PROVISIONS (II)				
Provisions pour risques	-	150	-	150
Provisions pour charges	6 799	7 411	6 799	7 411
Total Provisions (II)	6 799	7 561	6 799	7 561
DETTES (III) (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1	-	1	-
Emprunts et dettes financières divers	656	622	656	622
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	141	159	141	159
Dettes fiscales et sociales	305	3 896	305	3 896
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	82	-	82
Autres dettes	708	577	2 345	2 219
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Total Dettes (III)	1 811	5 336	3 448	6 978
Ecart de conversion passif (IV)	-	-	-	-
Total général (I + II + III + IV)	63 995	69 264	63 995	69 264
(1) dont à plus d'un an	628	605	628	605
dont à moins d'un an	1 183	4 731	2 820	6 373
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	1	-	1	-

a) Après répartition soumise à l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012.

b) Après répartition décidée à l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 juin 2011.

Résultat 2011

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	2011	2010
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Prestations de services	3 494	3 415
Montant net du chiffre d'affaires	3 494	3 415
Autres produits	136	119
Total des produits d'exploitation (I) (1)	3 630	3 534
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	756	691
Impôts, taxes et versements assimilés	546	449
Salaires et traitements	603	690
Charges sociales	278	298
Dotations aux amortissements sur immobilisations	246	233
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	-	-
Autres charges	68	68
Total des charges d'exploitation (II) (2)	2 497	2 429
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 133	1 105
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (3)	1 782	1 417
Autres intérêts et produits assimilés (3)	150	88
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Total des produits financiers (III)	1 932	1 505
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées (4)	-	-
Différences négatives de change	-	-
Total des charges financières (IV)	-	-
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 932	1 505
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II) + (III - IV)	3 065	2 610
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	71	36
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2	19
Reprises sur provisions et transferts de charges	784	19
Total des produits exceptionnels (V)	857	74
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	331	152
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	23
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	314	563
Total des charges exceptionnelles (VI)	645	738
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	212	(664)
Impôts sur les bénéfices (VII)	826	148
Total des produits (I + III + V)	6 419	5 113
Total des charges (II + IV + VI + VII)	3 968	3 315
5 - BENEFICE	2 451	1 798

(1) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs

(5) (5)

(2) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs

(12) (22)

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

1 782 1 417

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

- -

Tableaux de flux de trésorerie 2011

FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)	2011	2010
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net	2 451	1 798
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et dépréciations	261	234
- Provisions	(485)	543
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(2)	2
Marge brute d'autofinancement	2 225	2 577
- Variation des stocks et en-cours	-	-
- Variation des clients	(79)	2
- Variation des fournisseurs	(18)	(8)
- Autres variations	(2 214)	2 606
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 311)	2 600
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	(86)	5 177
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(131)	(85)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(1 750)	(474)
Sous-Total	(1 881)	(559)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	-	19
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	2 088	185
Sous-Total	2 088	204
Investissements nets de la période	207	(355)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(82)	47
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	125	(308)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Augmentations/(réduction) de capital	(2 071)	-
- Dividendes attribués aux actionnaires de la société	(1 637)	(1 716)
- Autres distributions	-	-
Total	(3 708)	(1 716)
- Variations des emprunts et dettes financières	34	(91)
- Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(3 674)	(1 807)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(3 635)	3 062
Trésorerie à l'ouverture	12 981	9 919
Trésorerie à la clôture	9 346	12 981
	(3 635)	3 062

**Annexe
des Comptes Sociaux
au 31 décembre 2011**

Annexe des Comptes Sociaux au 31 décembre 2011

Cette Annexe complète et commente le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2011, dont le total est de 63 995 297,78 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 6 418 779,78 euros et qui dégage un bénéfice de 2 450 918,57 euros.

Les notes n° 1 à 19, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels (sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 4 avril 2012 par le Conseil d'Administration.

Note N° 1 : Principes Comptables et Règles d'établissement des Comptes Sociaux

Les comptes annuels de la Société Gévelot S.A. ont été établis conformément aux prescriptions du plan comptable général 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, et de l'ensemble des Règlements du C.R.C. postérieurs à cette date.

a) Principales méthodes utilisées

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels qui sont amortis en linéaire sur 3 à 15 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition hors coûts d'emprunt) à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de réévaluations légales.

Depuis le 01 janvier 2005, la société applique les dispositions des Règlements sur les Actifs relatifs respectivement à leurs amortissements, dépréciation (Règlement C.R.C. n° 2002-10) et à leur définition, évaluation et comptabilisation (Règlement C.R.C. n° 2004-06).

Gévelot S.A., par exception au principe de l'application générale rétrospective, a alors retenu, comme le prévoyaient les dispositions de première application des nouvelles règles, l'approche prospective dite : méthode de réallocation des valeurs nettes comptables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, sur la base du montant d'acquisition déduction faite de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation.

Les durées d'utilisation prévues sont :

- constructions à usage de bureau : linéaire 40 ans,
- constructions à usage industriel : linéaire 50 ans,
- autres immobilisations corporelles : linéaire 5 à 20 ans.

Il est précisé ci-dessous, les immobilisations qui ont fait l'objet d'une décomposition et les modalités qui ont été appliquées :

- Constructions
 - o Structure : linéaire 40 et 50 ans,
 - o Aménagements et agencements : linéaire 20 à 30 ans,
 - o Ravèlement : linéaire 10 ans,
 - o Etanchéité : linéaire 20 ans.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu perdre de la valeur, il est procédé à un test de dépréciation. Un actif ou groupe d'actifs fait l'objet d'une dépréciation lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif ou groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation.

Participations

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport sauf réévaluation légale.

Cette valeur comptable est comparée à la quote-part détenue dans les capitaux propres comptables de la société concernée.

Lorsque cette quote-part est inférieure à la valeur comptable, il est réalisé une analyse complémentaire visant à estimer la valeur d'utilité de la participation en fonction de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable de la participation concernée, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence entre ces deux valeurs.

Autres immobilisations financières

Les actions propres détenues par Gévelot S.A. au 31 décembre 2011, soit 2 500 actions représentant 0,27% du capital, ont été acquises dans le cadre de l'autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010. Elles devraient faire l'objet d'une annulation courant 2012.

Les actions propres s'analysent ainsi à la clôture des deux derniers exercices :

	2011	2010
Nombre d'actions (pourcentage de capital)	2 500 (0,27%)	15 322 (1,60%)
Coût moyen unitaire pondéré	60,29 €	30,90 €
Cours moyen de bourse (décembre)	47,33 €	40,07 €
Valeur brute comptable	0,2 M€	0,5 M€
Valeur nette comptable	0,2 M€	0,5 M€

Autres éléments constitutifs de l'actif

A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actifs, autres que les immobilisations incorporelles et corporelles, est comparée à leur valeur actuelle à la même date.

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est pratiquée pour la différence.

Valeurs mobilières de placement

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur liquidative ou de cession probable à la clôture de l'exercice est inférieure à celui-ci, une dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2011, constituées de SICAV et FCP monétaires et de comptes à terme, s'élève à 6,3 M€.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès leur octroi. Elles sont rapportées au résultat et constituent un produit exceptionnel.

Dans le cas de subventions partielles, elles sont reprises pour un montant égal à la dotation fiscale aux amortissements affecté du rapport subvention sur immobilisation.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires sur immobilisations incorporelles et corporelles. La contrepartie des mouvements de ces provisions est inscrite au Compte de Résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Provisions

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément au Plan Comptable Général.

b) Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 1995, la Société Gévelot S.A a opté pour le régime fiscal de Groupe. Elle est à ce titre seule redevable de l'impôt dû sur le Résultat d'ensemble. En application des Conventions d'intégration fiscale conclues avec les Sociétés du périmètre d'intégration, chaque Société comptabilise la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration.

Le Groupe est formé de la Société-Mère, Gévelot S.A. "tête de Groupe" et des filiales françaises suivantes : Gévelot Extrusion, PCM et Gurtner.

La charge nette d'impôt de 826 K€ comprend :

- l'impôt sur le résultat propre à Gévelot S.A.	- 403 K€
- la charge d'impôt lié aux entités intégrées dans le Groupe d'intégration fiscale	-398 K€
- la charge d'impôt lié au contrôle fiscal	-25 K€

Par ailleurs, une reprise de provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt aux filiales de 350 K€ a été effectuée au 31 décembre 2011 dans le cadre de ce régime.

c) Retraites

A leur départ en retraite, les Membres du personnel perçoivent des indemnités conventionnelles ou contractuelles. Les engagements correspondants sont pour une large part couverts par une assurance. La quote-part résiduelle non couverte n'est pas comptabilisée et figure en conséquence en engagements hors bilan.

d) Droit individuel à la Formation (DIF)

Dans le cadre de l'Avis n° 2004 – F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du C.N.C, relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation, la Société Gévelot n'a pas constaté de dettes au 31 décembre 2011.

Le nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis à ce titre est de 305 heures. Ce nombre d'heures n'ayant pas donné lieu à demande, aucune provision n'a été constituée à la fin de l'exercice 2011.

e) Informations complémentaires

Concernant les frais de remise en état du site industriel de Meudon, fermé en 1999, une provision avait été constituée en 2002 pour couvrir les obligations auxquelles était soumise Gévelot S.A. en application de la Loi n° 2003-699 du 31 juillet 2003.

Les travaux ont été réalisés de mai à juillet 2011 pour un coût global de 79 K€ à notre charge.

Ces travaux terminés et effectués conformément aux préconisations de la Préfecture des Hauts de Seine (DRIEE UT92), nous avons donc rempli l'ensemble de nos obligations. En conséquence, la provision de 262 K€ a été reprise en totalité.

Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 17 juin 2011, l'actif immobilier de Vanves a été cédé le 6 février 2012 pour un montant de 4,3 M€. La valeur au bilan à fin 2011 s'élève à 0,3 M€.

Cet immeuble était occupé par notre filiale PCM moyennant un loyer annuel de 394 K€.

PCM ayant libéré les locaux de Vanves fin 2011, le siège social de PCM a été transféré sur le site de Levallois, dans des locaux appartenant à Gévelot S.A.. Le nouveau loyer de PCM s'élève à 136 K€ par an.

Note n° 2 : Immobilisations et amortissements

Rubriques et postes	Immobilisations				Amortissements et dépréciations				
	Valeur brute au début de l'exercice 2011	Augmentations	Transferts	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice 2011	Cumulés au début de l'exercice 2011	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice 2011
Immobilisations incorporelles									
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	40	-	-	-	40	27	2	-	29
Total	40	-	-	-	40	27	2	-	29
Immobilisations corporelles									
Terrains	3 058	-	-	-	3 058	142	3	-	145
Constructions	15 416	64	72	-	15 552	9 313	240	-	9 553
Autres immobilisations corporelles	115	67	-	(1)	181	65	16	(1)	80
Immobilisations corporelles en cours	72	-	(72)	-	-	-	-	-	-
Total	18 661	131	-	(1)	18 791	9 520	259	(1)	9 778
Immobilisations financières									
Participations	44 021	-	-	-	44 021	-	-	-	-
Prêts	52	-	-	(15)	37	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	484	1 750 (*)	-	(2 073)	161	-	-	-	-
Total	44 557	1 750	-	(2 088)	44 219	-	-	-	-

(*) Gévelot S.A. a racheté 32 555 de ses propres actions pour un montant global de 1 748 K€ au cours de l'exercice 2011, portant ainsi le nombre total d'actions autodétenues à 47 877 actions.

Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 14 avril 2011, dans le cadre de l'autorisation qui lui a été donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 Juin 2009, le Groupe a procédé à l'annulation de 45 377 actions détenues en propre valorisées à 2 071 K €.

Au 31 décembre 2011, le Groupe ne détient plus que 2 500 de ses propres actions pour un coût d'acquisition de 151 K€. Ces actions feront l'objet d'une annulation et n'ont pas été dépréciées bien que le cours moyen de Bourse de décembre 2011 soit inférieur de 21% au coût moyen d'acquisition.

Note n° 3 : Provisions

Rubriques et postes	Augmentations		Diminutions		Montant à la fin de l'exercice 2011
	Montant au début de l'exercice 2011		Montant utilisé au cours de l'exercice 2011	Montant non utilisé au cours de l'exercice 2011	
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	2 040	299	(22)	-	2 317
Total	2 040	299	(22)	-	2 317
Provisions pour risques					
Provisions pour risques sociaux	150	-	(150)	-	-
Total	150	-	(150)	-	-
Provisions pour charges					
Provision remise en état du site industriel de Meudc	262	-	(262)	-	-
Provision intra-groupe pour restitution d'impôt jugée probable dans le cadre de l'intégration fiscale	7 149	-	(350)	-	6 799
Total	7 411	-	(612)	-	6 799
Dépréciations					
Dépréciations sur immobilisations	-	-	-	-	-
Dépréciations sur valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-
Autres dépréciations	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 4 : Etat des échéances des créances et des dettes

Rubriques et postes	Montant brut au 31.12.2011	Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus d'1 an
Créances			
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts (1)	37	-	37
Autres	161	151	10
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés (2)	193	193	-
Autres	1 179	1 090	89
Capital souscrit appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	33	27	6
Total	1 603	1 461	142
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (3) (4)	1	1	-
Emprunts et dettes financières divers (3) (5)	656	104	552
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (6)	141	134	7
Dettes fiscales et sociales	305	236	69
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (6)	-	-	-
Autres dettes (7)	708	708	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
Total	1 811	1 183	628

(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-
Prêts récupérés en cours d'exercice	15
(2) Dont effets de commerce	-
(3) Emprunts et dettes financières soucrits en cours d'exercice	35
Emprunts remboursés et transférés en cours d'exercice	-
(4) dont :	
- à deux ans au maximum à l'origine	1
- à plus de deux ans à l'origine	-
(5) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans	552
(6) Dont effets de commerce	-
(7) Dont envers les associés	12

Note n° 5 : Eléments concernant les Parties liées

Postes	Montant net au 31.12.2011
Avances et acomptes sur immobilisations	-
Participations	44 021
Créances rattachées à des participations	-
Prêts	-
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	-
Créances clients et comptes rattachés	180
Autres créances	26
Capital souscrit appelé, non versé	-
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	-
Emprunts et dettes financières divers	656
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Autres dettes	708
Prestations de services	3 493
Autres produits d'exploitation	136
Autres achats et charges externes	27
Autres charges d'exploitation	68
Produits de participation	1 782
Autres produits financiers	-
Charges financières	-

Parties liées : ce sont les entreprises consolidées par la méthode d'intégration globale, les entités sous contrôle conjoint et influence notable et les dirigeants de la Société et les sociétés qu'ils contrôlent, ainsi que les membres de leur famille proche.

Note n° 6 : Réévaluation

Postes	Variations de la réserve de réévaluation au 31.12.2011			Montant en fin d'exercice 2011	Pour mémoire écarts incorporés au capital
	Montant au début de l'exercice 2011	Diminutions dues aux cessions	Autres variations		
Terrains	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-	2 222
Réserve de réévaluation (1976)	-	-	-	-	(2 222)
Réserve spéciale de réévaluation (1959)	-	-	-	-	(431)
Ecart de réévaluation libre	-	-	-	-	-
Autres écarts : Ecarts de réévaluation des immobilisations plafonnées	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 7 : Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2011
Créances clients et comptes rattachés	78
Autres créances	19
Total	97

Note n° 8 : Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2011
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65
Dettes fiscales et sociales	163
Autres dettes	12
Total	241

Note n° 9 : Charges et produits constatés d'avance

	Montant au 31.12.2011	
	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	33	-
Charges/Produits financiers	-	-
Charges/Produits exceptionnels	-	-
Total	33	-

Note n° 10 : Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice 2011	957 543	35,00
Actions émises pendant l'exercice	-	-
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions annulées pendant l'exercice	(45 377)	35,00
Modification de la valeur nominale par incorporation de réserves	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice 2011	912 166	35,00

Soit un capital social de 31 925 810 euros.

Note n° 11 : Tableau des variations des capitaux propres

Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2010 avant résultat	54 569
Affectation du résultat 2010 à la situation nette par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 juin 2011	156
. Résultat 2010	1 798
. Dividendes distribués	(1 642)
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2011	54 725
Variations de l'exercice :	(1 791)
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	5
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	275
. Annulation des actions propres	(2 071)
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2011 avant résultat	52 934

Note n° 12 : Ventilation du chiffre d'affaires net

a) Répartition par secteurs d'activité

	Montant 2011	Montant 2010
Loyers	2 557	2 561
Services	937	854
Total	3 494	3 415

b) Répartition par marchés géographiques

	Montant 2011	Montant 2010
France	3 479	3 405
Allemagne	15	10
Total	3 494	3 415

Note n° 13 : Résultat exceptionnel

Les principaux éléments formant le résultat exceptionnel sont les suivants :

Rubriques	Montant 2011	Montant 2010
Provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	350	(104)
Amortissements dérogatoires	(277)	(289)
Coûts et risques sociaux	(73)	(231)
Remise en état du site industriel de Meudon	183	-
Impact contrôle fiscal	50	-
Indemnité d'éviction	-	(70)
Divers nets	(21)	30
Total	212	(664)

Note n° 14 : Impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

Rubriques	Résultat avant impôt au 31.12.2011	Montant de l'impôt sur les bénéfices 2011	Résultat net au 31.12.2011
Résultat courant	3 065	471	2 594
Résultat exceptionnel	212	(68)	280
Incidence contrôle fiscal	-	25	(25)
Incidence intégration fiscale	-	398	(398)
Total	3 277	826	2 451

Le taux d'impôt retenu est de 33 1/3 %.

L'incidence sur l'imposition de l'exercice des évaluations fiscales dérogatoires, due aux amortissements dérogatoires est de 92 K € (produit).

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

La dette future d'impôts se trouvera allégée de 2 K€ en raison des provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation pour 6 K€ et accrue de 772 K€ au titre de la reprise des amortissements dérogatoires pour 2 317 K€.

Note n° 15 : Engagements hors bilan

	Montant au 31.12.2011
Engagements donnés :	
Dettes pour lesquelles l'entreprise a accordé une garantie	
- au titre de ses propres emprunts	-
- au titre de dettes contractées par des filiales	850
Engagements de crédit-bail T.T.C.	8
Engagements en matière de retraites	21
Total	879
Engagements reçus :	
Divers	8
Total	8

Engagements de crédit-bail :

Rubriques	Matériels de transport	TOTAL au 31.12.2011
Valeurs d'origine H.T.	33	33
Amortissements		
Cumuls exercices antérieurs	4	4
Dotations de l'exercice	5	5
Total	9	9
Redevances payées H.T.		
Cumuls exercices antérieurs	11	11
Exercice	18	18
Total	29	29
Redevances restant à payer H.T.		
A un an au plus	6	6
A plus d'un an et cinq ans au plus	-	-
A plus de cinq ans	-	-
Total	6	6
Valeurs résiduelles H.T.		
A un an au plus	2	2
A plus d'un an et cinq ans au plus	-	-
Total	2	2
Montant pris en charge nette dans l'exercice	18	18

Engagements en matière de retraites (I.F.C.)

L'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière est calculé pour chacune des catégories : employés, cadres, en fonction de l'ancienneté acquise et du salaire moyen, charges sociales comprises, selon la méthode dite "des unités de crédit projetées", conformément à la Recommandation 03-R.1 du 1er avril 2003 du C.N.C..

Le chiffre retenu, soit 21 K€, est égal au montant du passif social IFC (168 K€) diminué de la valeur du fonds au 31 décembre 2011 (147 K€) détenu par Generali Patrimoine (Groupe Generali) dans le cadre d'un contrat permettant d'externaliser une partie de ces engagements.

Note n° 16 : Rémunération des Dirigeants

La rémunération globale des Organes de Direction et d'Administration s'est élevée à 460 020 euros pour l'exercice 2011.

Note n° 17 : Effectif moyen 2011

	Personnel salié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	5	-
Agents de maîtrise et techniciens, employés	1	-
Total	6	-

Note n° 18 : Société consolidante

Gévelot S.A. est la société consolidante du Groupe Gévelot.

Note n° 19 : Filiales et participations au 31 décembre 2011

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en % ⁽¹⁾	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
A - FILIALES (50 % au moins du capital détenu par la Société)										
Filiales françaises										
Gévelot Extrusion S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	18 120	3 585	99,99	25 397	25 397	-	-	68 873	861	-
PCM S.A. 17, rue Ernest Laval 92170 Vanves	10 155	38 335	99,94	6 509	6 509	-	-	85 157	7 022	1 502
Gurtner S.A. 40, rue de la Libération 25300 Pontarlier	3 090	3 007	99,95	1 225	1 225	-	-	15 897	620	-
Filiales étrangères <i>(en milliers d'euros)</i>										
Dold Kaltfließpressteile GmbH Langenbacherstrasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)	13 000	1 299	70,00	10 890	10 890	-	-	41 585	2 833	280
B - PARTICIPATIONS (10 à 50 % du capital détenu par la Société)										
Participations étrangères <i>(en milliers d'euros)</i>										
Techniques de Fixation Belgique (en liquidation)	110	NC	22,72	-	-	-	-	NC	NC	-

⁽¹⁾ Dont prêts de consommation

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

Commissaires aux comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

C R E A

Cabinet ROUSSEL & Associés

Membre de IGAF Polaris
37, avenue de Friedland
75008 PARIS

Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires

Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Gévelot SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La Société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon les méthodes décrites en note 1a de l'annexe et constate, le cas échéant, des provisions pour dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre RIOU

CREA
Bernard ROUSSEL

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

C R E A

Cabinet ROUSSEL & Associés

Membre de IGAF Polaris
37, avenue de Friedland
75008 PARIS

Commissaires aux comptes

Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011)

Aux Actionnaires,

Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre RIOU

C R E A

Bernard ROUSSEL

